



CONSEIL D'ETAT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Rapport annuel 2014-2015

PARTIE I – L'organisation et les activités du Conseil d'État

A) LE CONSEIL D'ÉTAT

1) Les membres du Conseil d'État

a) Membres ayant quitté le Conseil d'État durant l'exercice

Roger Molitor

Né en 1953; Licencié en administration des affaires, Université de Liège (1976); Expert-comptable et fiscal (depuis 1982); Auteur de plusieurs publications sur le droit fiscal luxembourgeois et international; Collaborateur et ensuite associé auprès d'un cabinet de conseil international (1982-2008); Nommé Conseiller d'État, le 15 février 2008, démissionné sur sa demande le 31 décembre 2014.

Victor Gillen

Né en 1946; Licencié en droit par la Faculté de Droit et des Sciences économiques de l'Université de Nancy; Avocat à la Cour au Barreau de Luxembourg depuis 1972; Nommé Conseiller d'État, le 20 décembre 1999; Nommé Vice-Président du Conseil d'État, le 18 janvier 2012; Nommé Président du Conseil d'État, le 7 août 2012.

Georges Pierret

Né en 1954; Maître en droit; Avocat à la Cour; Nommé Conseiller d'État, le 14 janvier 2000; Nommé Vice-Président du Conseil d'État, le 7 août 2012.

Agnès Rausch

Née en 1954; Infirmière sociale graduée de l'Université libre de Bruxelles; Diplômée de l'Institut de médecine tropicale d'Anvers; Coopérante à Kisangani/RDC (1982-1986); Direction du service-réfugiés de Caritas-Luxembourg (1991-2005); Responsable du Lieu d'Initiatives et de Services des Etudiants au Luxembourg asbl (LISEL); Membre de la Communauté Vie Chrétienne (CVX); LISEL asbl (2006-2013) ; Nommée Conseillère d'État, le 11 février 2000.

Kik Schneider

Né en 1953; Professeur de philosophie et de mathématiques (1976-1990); Secrétaire général de la Banque Générale du Luxembourg (1990-1998); Directeur du Marketing et de la Coordination Commerciale (1998-2006); Directeur de la banque Retail (2006-2010); Directeur de la banque de détail et des entreprises; Membre du Comité de direction depuis mars 2010; Président du Conseil d'administration de la Fondation Alphonse Weicker; Nommé Conseiller d'État, le 8 avril 2000.

Paul Schmit

Né en 1953, il a, après ses études de droit à l'Université de Strasbourg et son stage judiciaire, rejoint l'Administration gouvernementale; affecté au Ministère des Transports, il a été en charge de la Circulation routière, des Chemins de fer, de l'Aviation civile et des Affaires européennes; de 1999 à 2004, il a été Secrétaire général dudit ministère; depuis 2005, il est chargé de cours à l'Ecole de Police, à l'Institut national d'administration publique, au ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle et au ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative; il a été nommé Conseiller d'État, le 9 juin 2000.

En 2005-2006, il a coordonné les travaux d'un groupe de réflexion dont l'analyse de la Constitution a été publiée dans l'ouvrage « Le Conseil d'État, gardien de la Constitution et des droits et libertés fondamentaux », édité à l'occasion du 150^e anniversaire de l'institution. En 2009, il a publié, en collaboration avec Emmanuel Servais, un Précis de droit constitutionnel sur la Constitution luxembourgeoise.

b) Membres du Conseil d'État (31.7.2015)

Viviane Ecker

Née en 1952; Docteure en droit; 1^{ère} Conseillère de gouvernement au ministère des Affaires étrangères, Direction de l'immigration; Nommée Conseillère d'État, le 29 mars 2001; nommée Vice-Présidente du Conseil d'État, le 18 novembre 2009.

Son Altesse Royale le Prince Guillaume

Né en 1981, le Prince Guillaume a effectué une formation d'officier à l'Académie Royale Militaire de Sandhurst en Grande-Bretagne avant de poursuivre ses études en politique internationale en France et en Grande-Bretagne; Licencié en lettres et sciences politiques, spécialité sciences politiques. Le 18 décembre 2000, le Prince Guillaume est officiellement nommé Grand-Duc Héritier; Son Altesse Royale est officier de l'Armée luxembourgeoise et porte actuellement le grade de Lieutenant-Colonel. Il prend en 2001 la présidence d'honneur du « Board of Economic Development » puis de « Luxembourg for Business ». Ses missions dans ce cadre l'ont conduit dans de nombreux pays afin de promouvoir l'économie luxembourgeoise. Depuis le 24 juin 2005 Son Altesse Royale est membre du Conseil d'État. Il assure le Haut Patronage à la Fédération du Sport cycliste luxembourgeois, à la Centrale des Auberges de Jeunesse, à l'Association nationale des Victimes de la Route, à l'Orchestre d'Harmonie des Jeunes de l'Union Européenne ainsi qu'aux Jonk Entrepreneuren Luxembourg. Après avoir présidé pendant plus de 10 ans le conseil d'administration de la Fondation « Kräizbiërg », le Prince Guillaume en a accepté le titre de Président d'honneur en 2011.

Françoise Thoma

Née en 1969; Diplômée des Universités de Paris I et II (Doctorat en Droit, Maîtrise en sciences politiques) et Harvard (LL.M.), a été Avocat au barreau de Luxembourg (1994-1998), Référendaire à la CJCE (1998-1999), pour rejoindre la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg, en 1999, où elle est depuis 2009 Directeur et Membre du Comité de direction, après avoir été Conseiller juridique et Secrétaire Général. Elle a été nommée Conseillère d'État, le 27 octobre 2000. Elle est également Assistant-professeur à l'Université du Luxembourg.

Albert Rodesch

Né en 1952; Maître en droit; Avocat à la Cour; Nommé Conseiller d'État, le 13 février 2003.

Romain Nati

Né en 1959; Docteur en médecine de l'Université Paris VI Pierre et Marie Curie; Diplômé en médecine générale, médecine interne, pneumologie et médecine de l'environnement; Ancien assistant des hôpitaux universitaires de Bonn; Maître de stage en pneumologie auprès de la Landesärztekammer Rheinland-Pfalz; Pneumologue au Centre Hospitalier de Luxembourg depuis 1995; Directeur médical du Centre Hospitalier de Luxembourg de 2008 à 2012, Directeur général depuis 2012; Nommé Conseiller d'État, le 15 octobre 2004.

René Kollwelter

Né en 1949; Etudes universitaires à Aix-en-Provence et à Paris en lettres modernes et en sciences politiques; Professeur de l'enseignement secondaire à Luxembourg dans les années 1970 ; ancien footballeur international et professionnel en France dans les années 1970, il est l'auteur notamment de l'ouvrage "Umweltatlasfür Luxemburg" (avec DulliFrühau) en 1987 et puis en 2009 de l'ouvrage "L'Europe que nous voulons" ; Conseiller communal de la ville de Luxembourg et Député dans les années 1984-1999, il était également membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe; en 1999, il quitte la politique volontairement pour intégrer l'Ecole de la deuxième chance de Marseille; il y remplira notamment la fonction de directeur Europe et sera chargé de cours à l'Université d'Avignon; en 2004, il revient sur le Luxembourg où il est nommé Conseiller d'État, le 29 avril 2005.

Agny Durdu

Née en 1964; Licenciée en droit; D.E.A. en droit communautaire; Avocat à la Cour; Membre de la Chambre des députés de 1994 à 2003; Bourgmestre de la commune de Wintrange de 1994 à 2005; Membre du Comité des Régions depuis 2000; Membre du conseil communal de Wintrange depuis 2005; Nommée Conseillère d'État, le 7 avril 2006.

Georges Wivenes

Né en 1954; Maîtrise en droit; DEA de droit européen; Diplôme d'études supérieures européennes de l'Université de Nancy II; Avocat (1980); Magistrat (1982); Référendaire à la CJCE (1983-1997); Procureur général d'État adjoint (2010); Membre du parquet de la Cour Benelux; Nommé Conseiller d'État, le 1^{er} août 2006.

Marc Schaefer

Né en 1961; Etudes supérieures en tourisme; Enseignant au Lycée technique hôtelier de Diekirch; Bourgmestre de la ville de Vianden (2000-2004 et depuis 2011); Membre du Comité des Régions de l'Union européenne depuis 2007; Nommé Conseiller d'État, le 18 décembre 2006.

Patrick Santer

Né en 1970; Maître en droit de l'Université de Strasbourg; Diplômé d'études supérieures spécialisées (juriste européen) de l'Université de Tours; Avocat à la Cour; Député (1999-2009), Président de la commission juridique de la Chambre des députés (2004-2009); Nommé Conseiller d'État, le 27 avril 2009.

Lydie Lorang

Née en 1954; Avocat à la Cour; Nommée Conseillère d'État, le 1^{er} février 2010.

Charles Lampers

Né en 1955; Maître en droit; Commissaire de district de Luxembourg; Nommé Conseiller d'État, le 28 février 2011.

Martine Deprez

Née en 1969; Licenciée en sciences mathématiques de l'Université de Liège; Chargée d'études à l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale (1992-2001); Professeur stagiaire (2002-2003); Professeur de sciences – spécialité sciences mathématiques (depuis 2004); Nommée Conseillère d'État, le 31 octobre 2012.

Christophe Schiltz

Né en 1978; Maîtrise en droit privé (Université de Strasbourg III – Robert Schuman), LL.M. (Université de Cambridge) et MA en études politiques et administratives européennes (Collège d'Europe à Bruges), Chargé de mission à la Représentation permanente du Luxembourg auprès de l'Union européenne (RPUE) (2004-2005); Référendaire à la CJCE (2005-2006); Secrétaire de légation puis Conseiller de légation adjoint (2013) au Ministère des Affaires étrangères (2006-présent); chef de cabinet du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration (2009-2012); Conseiller juridique

de la RPUE (2012-2014) ; Conseiller juridique au Ministère des Affaires étrangères (2014-). Il est également chargé de cours à l'Institut national de l'Administration publique. Nommé Conseiller d'État, le 28 novembre 2013.

Lucien Lux

Né en 1956 ; Indépendant, responsable syndical OGB-L (1979-1989), Bourgmestre honoraire de la Commune de Bettembourg (1988-2004), Député (1989-2004), Ministre de l'Environnement et des Transports (2004-2009), Président du groupe parlementaire socialiste (2009-2013), Nommé Conseiller d'État, le 24 décembre 2013.

Mike Mathias

Né en 1968 ; Socio-économiste ; Nommé Conseiller d'État, le 28 avril 2014.

Alain Kinsch

Née en 1971; Diplômé de l'Université de Paris-Dauphine (Magistère en Sciences de Gestion en 1995 et Maîtrise en Sciences de Gestion en 1994) et de l'INSEAD, Fontainebleau (MBA en 2003), Réviseur d'Entreprises et Expert Comptable à Luxembourg depuis 1999 ; Auditeur chez Arthur Andersen (1995 - 2002) ; Associé d'EY (Ernst & Young) en 2004 ; Associé gérant ("managing partner") d'EY au Luxembourg et Responsable de l'activité "Fonds d'investissement Private Equity" pour la zone Europe, Moyen Orient, Afrique et Inde ; Membre du Conseil de Gouvernance de l'Université du Luxembourg, Vice-Président d'SOS Villages d'Enfants Monde asbl et Consul général honoraire de la République des Philippines au Luxembourg ; Nommé Conseiller d'État, le 4 février 2015.

Marc Thewes

Né en 1967 ; Études universitaires à l'Université catholique de Louvain (Belgique) et à la London School of Economics ; Inscription au Barreau de Luxembourg (1991) ; Admission à la liste I du tableau de l'Ordre des Avocats (1994) ; Avocat associé (1995) ; Nommé Conseiller d'État le 4 février 2015.

Jeannot Nies

Né en 1961; Maîtrise en droit privé de l'Université de Strasbourg (1984); Avocat (1985); Magistrat (1991); Premier avocat général (2009) ; Nommé Conseiller d'État le 11 mai 2015.

Sam Tanson

Née en 1977 ; Maîtrise en droit des affaires – mention droit international (Université Paris I Panthéon-Sorbonne), Diplômée de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris ; Master 2 en droit comparé de l'environnement (Université de Limoges – par

correspondance) ; Journaliste RTL (2002-2004) ; Avocate (depuis 2005) ; Première échevine de la Ville de Luxembourg (depuis 2013).

Dan Theisen

Né en 1969 ; Maîtrise en sciences politiques et histoire (Université de Heidelberg), Premier conseiller de gouvernement au ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, Nommé Conseiller d'État, le 10 juin 2015.

2) Les commissions du Conseil d'État (31.7.2015)

Les commissions permanentes du Conseil d'État sont instituées par le Bureau, qui fixe leur composition et en désigne le président. Il veille à ce titre à ne pas choisir comme membres d'une commission des conseillers d'État qui sont appelés de par une autre fonction à élaborer régulièrement des projets de loi ou de règlement dont l'examen incombe à cette commission.

Six commissions siègent régulièrement:

- la Commission « Culture, Éducation, Recherche et Médias » (CERM);
- la Commission « Développement durable et Infrastructures » (DDI);
- la Commission « Économie et Finances » (ÉCOFIN);
- la Commission « Institutions et Administration publique » (IAP);
- la Commission juridique (JUR);
- la Commission « Affaires sociales » (SOC).

Le Président du Conseil d'État peut former des commissions spéciales pour l'examen des affaires qui ont un caractère particulier, et désigner les membres qui les composent.

Chaque conseiller d'État peut assister avec voix délibérative, soit de sa propre initiative, soit à la demande d'un président de commission, aux réunions d'une commission dont il n'est pas membre. Les commissions peuvent appeler à leurs délibérations, pour y prendre part avec voix consultative, toute personne susceptible d'apporter des éclaircissements sur les affaires en délibération (p.ex. des membres du Gouvernement).

Un agent du Secrétariat est affecté par le Bureau aux commissions pour assister les conseillers dans leurs travaux. Le Secrétaire général peut assister à chaque réunion de commission.

Les commissions ont pour missions:

- d'examiner les projets et propositions de loi, les projets de règlement ou d'arrêté grand-ducal, les amendements y afférents ainsi que les demandes d'avis de toute nature déferées au Conseil d'État;
- d'étudier de leur propre initiative l'opportunité de nouvelles lois ou de nouveaux règlements ou de modifications à introduire dans les lois et règlements existants.

Les commissions désignent en leur sein un ou plusieurs rapporteurs chargés de l'élaboration d'un projet d'avis ou de délibération. Les conseillers d'État doivent s'abstenir de participer à la rédaction d'un avis ou de prendre part lors des séances publique et plénière à un vote ayant trait à un projet ou proposition de loi ou à un projet de règlement, à l'élaboration desquels ils ont participé à un autre titre que celui de conseiller d'État.

Une commission peut constituer une sous-commission, dont elle détermine la composition, chargée de préparer un projet d'avis à soumettre aux délibérations de la commission.

Les travaux en commission ne sont pas publics.

Commission « Culture, Éducation, Recherche et Médias » (CERM)

Compétente pour les affaires relevant du ministère de la Culture, du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, elle a dans ses attributions la culture, l'éducation et la formation professionnelle, la jeunesse et les sports, les médias et communications audiovisuelles, la recherche scientifique et l'espace.

Président: Mme Durdu

Membres: MM. Kollwelter, Schaefer, Schiltz, Lux, Kinsch, Mme Tanson

Secrétaire de commission: M. Millim

Commission « Développement durable et Infrastructures » (DDI)

Compétente pour les affaires relevant des ministère du Développement durable et des Infrastructures, ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs, et ministère du Logement, elle a notamment dans ses attributions l'aménagement du territoire et l'urbanisme, l'énergie, le développement durable et l'environnement, le logement, les travaux publics, les expropriations, les transports, les établissements dangereux et insalubres, l'eau, la nature et les forêts, l'agriculture et la viticulture.

Président: M. Nati

Membres: Mme Durdu, MM. Schaefer, Lampers, Mathias, Mme Tanson, M. Theisen

Secrétaire de commission: M. Schanck

Commission « Économie et Finances » (ÉCOFIN)

Compétente pour les affaires relevant du ministère de l'Économie et du ministère des Finances, ses attributions portent notamment sur le budget et la comptabilité de l'État, les marchés publics, la fiscalité, les finances communales, le domaine de l'État, le secteur financier, l'économie, les classes moyennes, le tourisme, la libéralisation des marchés, la concurrence, la consommation et la répression des fraudes, les statistiques et études économiques, la propriété industrielle, l'économie numérique.

Président: M. Santer

Membres: S.A.R. le Prince Guillaume, Mme Thoma, MM. Wivenes, Kinsch, Thewes, Theisen.

Secrétaire de commission: M. Poiré

Commission « Institutions et Administration publique » (IAP)

Compétente pour les affaires relevant du ministère d'État à l'exception des communications et médias, du ministère des Affaires étrangères et européennes à l'exception de l'immigration et du droit d'asile, du ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative à l'exception des régimes de pension spéciaux, et du ministère de l'Intérieur à l'exception de l'aménagement communal et du développement durable ainsi que de la gestion de l'eau et de la sécurité publique, ses attributions portent notamment sur la Constitution, les élections, les traités internationaux, l'Union européenne, la coopération, les opérations pour le maintien de la paix, la défense, la fonction publique, les administrations et services publics, les affaires communales et les cultes.

Président: Mme Thoma

Membres: MM. Schmit, Kollwelter, Lampers, Mme Deprez, MM. Thewes, Nies

Secrétaire de commission: Mme De Pina

Commission juridique (JUR)

Compétente principalement pour les affaires relevant du ministère de la Justice, ses attributions portent notamment sur le droit civil, commercial et pénal, les juridictions et les procédures, les fondations et associations, les libertés publiques, la protection des données, la police, les établissements pénitentiaires, l'immigration et le droit d'asile, l'indigénat, les changements de noms.

Président: M. Wivenes

Membres: Mme Ecker, MM. Rodesch, Santer, Mme Lorang, MM. Schiltz et Nies

Secrétaire de commission: Mme Alex

Commission « Affaires sociales » (SOC)

Compétente pour les affaires relevant du ministère de l'Égalité des chances, du ministère de la Famille et de l'Intégration, du ministère de la Santé, du ministère de la Sécurité sociale et du ministère du Travail et de l'Emploi, elle a dans ses attributions le travail et l'emploi, la sécurité sociale, les régimes spéciaux et complémentaires de pension, la santé, la famille, l'intégration sociale, l'égalité des chances, la santé et la sécurité au travail.

Présidente: Mme Ecker

Membres: M. Pierret, S.A.R. le Prince Guillaume, MM. Rodesch, Nati, Molitor, Mme Deprez, M. Lux

Secrétaire de commission: M. Marchi

Commission « Refonte de la Constitution » (CONSTIT)

Compétente pour l'examen de la proposition de révision portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution (48.433) ainsi que d'autres propositions de révision constitutionnelle figurant le cas échéant au rôle des affaires.

Président: Mme Ecker

Membres: MM. Rodesch, Wivenes, Lampers, Schiltz, Thewes et Nies

Secrétaire de commission: M. Servais

Commission de coordination (CORR)

Compétente pour l'élaboration de lignes de conduites au sujet de questions juridiques fondamentales.

Présidente : Mme Ecker

Tous les membres du Conseil d'État

Secrétaire de commission : M. Hauben

Commission d'examen de la dispense du second vote constitutionnel

Compétente pour le réexamen des oppositions formelles au regard des considérations de la Chambre des députés ou du Gouvernement et pour l'élaboration, le cas échéant, d'une proposition de motivation en vue de la délibération en séance publique.

Président: Mme Ecker

Membres: Mme Thoma, MM. Rodesch, Nati, Mme Durdu MM. Wivenes, Santer et le conseiller d'État-rapporteur

Secrétaire de commission: M. Besch

Commission de la réforme du Conseil d'État (Réforme CE)

Compétente pour la réforme du Conseil d'État

Présidente : Mme Ecker
Tous les membres du Conseil d'État
Secrétaire de commission : M. Hauben

Commission des cabarets

Compétente pour donner un avis préalable en matière de cabaretage tel que prévu par la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets.

Composition: M. Kollwelter, Mme Durdu et M. Schaefer

Commission du rapport, de la documentation et des relations internationales

Compétente pour la préparation du rapport annuel, pour les questions relatives à la documentation et la bibliothèque ainsi que pour la coordination des relations internationales du Conseil d'État.

Présidente: Mme Ecker
Membres: M. Rodesch, Mme Durdu, M. Santer, Mme Lorang, MM. Lampers, Thewes et Nies
Secrétaire de commission: M. Besch

Commission des comptes

Compétente pour l'examen de la comptabilité du Conseil d'État et de la désignation d'un réviseur d'entreprises.

Président: M. Santer
Membres: MM. Rodesch, Nati, Mme Deprez, MM. Mathias et Kinsch ainsi que les membres du bureau
Secrétaire : Mme Gindt

3) Le Secrétariat du Conseil d'État (31.7.2015)

Le Secrétariat du Conseil d'État constitue l'administration de l'Institution. Il assiste les conseillers d'État dans leurs travaux.

M. Marc Besch – Secrétaire général

- Direction et organisation du Secrétariat du Conseil d'État
- Collaboration aux travaux des membres du Conseil d'État

M. Gilles Hauben – Secrétaire

- Coordination des séances publique et plénière
- Secrétariat de la commission de coordination

M. Yves Marchi – Secrétaire

- Secrétariat de la commission SOC

Mme Lis de Pina – Attachée 1re en rang

- Secrétariat de la commission IAP
- Secrétariat des affaires de médiation

Mme Françoise Alex – Attachée 1re en rang

- Secrétariat de la commission JUR

M. Marc Schanck – Attaché

- Secrétariat de la commission DDI

M. Michel Millim – Attaché

- Secrétariat de la commission CERM

M. Mike Poiré – Attaché

- Secrétariat de la commission ÉCOFIN

M. Emmanuel Servais – Inspecteur principal premier en rang (retraité ; réintégré pour des tâches particulières à partir du 1er juillet 2014)

- Coordination des séances publique et plénière
- Secrétariat de la Commission CONSTIT
- Délégué à la formation

Mme Danielle Knebel – Inspecteur principal 1er en rang

- Gestion des archives et de la bibliothèque
- Service du budget et de la comptabilité - comptable public

Mme Marie-Paule Scheuren-Heckmus – employée (mi-temps)

- Travaux de secrétariat

Mme Nadine Bütgenbach – employée (mi-temps)

- Secrétaire de direction

Mme Fabienne Benassutti – employée

- Travaux de secrétariat

M. Kevin Simon – employé

- Gestion informatique
- Travaux de secrétariat
- Délégué à l'égalité des chances

Mme Marie-France Gindt – employée

- Secrétaire de direction
- Service du budget et de la comptabilité

M. Gérard Wagner – employé

- Réception, courrier interne
- Délégué à la sécurité

M. Michel Prost – employé

- Travaux de bureau
- Chauffeur

B) LES ACTIVITÉS DU CONSEIL D'ÉTAT 2014/2015

1) Les réunions du Conseil d'État

a) Séances publiques et plénières

Au cours de l'exercice 2014-2015, le Conseil d'État s'est réuni

- 24 fois en séance plénière;
- 13 fois en séance publique.

b) Commissions permanentes et spéciales

Les commissions permanentes et spéciales du Conseil d'État se sont réunies à 262 reprises.

c) Le Bureau

Le Bureau s'est réuni 11 fois.

2) Les avis en matière législative et réglementaire

a) Bilan de l'activité consultative du Conseil d'État

Au cours de ses séances plénières, le Conseil d'État a émis les avis suivants en matière législative et réglementaire:

	2014-2015
Avis sur des projets de loi	102
Avis complémentaires sur des projets de loi	73
Avis sur des propositions de loi	8
Avis complémentaires sur des propositions de loi	2
Avis sur des projets de règlement grand-ducal	149
Avis complémentaires sur des projets de règlement grand-ducal	5
Avis sur des projets d'arrêté grand-ducal	4
Au total	343

Les avis du Conseil d'État au sujet des projets de loi, des propositions de loi ou des projets de règlement grand-ducal ainsi que des amendements à ceux-ci sont publiés le jour même de leur adoption sur le site Internet du Conseil d'État, à l'adresse www.conseil-etat.public.lu, et par la suite dans les documents parlementaires, qui sont publiés sur le site Internet de la Chambre des députés www.chd.lu, pour autant que celle-ci s'en trouve saisie.

b) Oppositions formelles

Dans le cas où le Conseil d'État est d'avis qu'une disposition légale envisagée est contraire à la norme supérieure ou à un principe général du droit, il formule une « opposition formelle ». Au cours de l'exercice 2014-2015, il a ainsi émis dans ses avis 247 oppositions formelles. Ces oppositions formelles étaient motivées comme suit:

	2014-2015
Constitution,	
dont	
Article 10 <i>bis</i>	15
Article 11(3)	2
Article 11(6)	1
Articles 12 et 14	17
Article 15	2
Article 16	1
Article 23	7
Article 32(3)	
- en combinaison avec l'article 11(3)	1
- en combinaison avec l'article 11(6)	
- en combinaison avec l'article 14	18
- en combinaison avec l'article 23	
- en combinaison avec les articles 99 et 103	1
- en combinaison avec l'article 107	
	34

	2
	1
Article 36	6
Article 51	1
Article 65	1
Article 76, alinéa 1 ^{er}	5
Articles 90 et 95 <i>bis</i>	1
Article 97	1
Article 99	1
Article 102	1
Article 104	11
Article 107	1
Article 108 <i>bis</i>	4
Conventions ou traités internationaux,	
Dont	
Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, article 6, paragraphe 1 ^{er} (<i>procès équitable, droits de la défense, recours en pleine juridiction</i>)	4
Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, articles 6, paragraphe 2, et 7 (<i>personnalité des peines</i>)	1
Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, article 8	3
Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, article 10	1
Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, articles 8, 9 et 10 combinés	1
Transposition du droit de l'Union européenne	19
Principe de l'applicabilité directe des règlements de l'UE	11
Non-respect des dispositions du droit de l'Union européenne	3

Convention du 28 janvier 1981 pour la protection à l'égard du traitement automatisé de données à caractère personnel	3
Principes généraux du droit,	
dont:	
Principe <i>Non bis in idem</i>	1
Sécurité juridique – Incohérence des textes ou texte lacunaire	49
Sécurité juridique – Terminologie ambiguë ou incertaine	6
Hierarchie des normes et/ou parallélisme des formes	10

En matière réglementaire, le Conseil d'État a signalé à 40 occasions que le projet soumis risquait d'encourir la sanction prévue à l'article 95 de la Constitution.

3) Autres délibérations et avis du Conseil d'État

	2014-2015
Changements de noms et de prénom	258
Déclarations d'utilité publique	9
Questions diverses	11
Total	278

En outre, la commission spéciale « Cabaretage » a émis 34 avis sur des dossiers de cabaretage.

4) Dispenses du second vote constitutionnel

En application de l'article 59 de la Constitution, « toutes les lois sont soumises à un second vote, à moins que la Chambre, d'accord avec le Conseil d'État, siégeant en séance publique, n'en décide autrement. – Il y aura un intervalle d'au moins trois mois entre les deux votes ».

En vue de la dispense du second vote, le rapporteur du Conseil d'État examine si les textes adoptés par la Chambre des députés correspondent à ceux soumis à l'avis du Conseil d'État et si celui-ci a été suivi sur les points sur lesquels une opposition formelle avait été émise. Si tel n'est pas le cas, le texte adopté est examiné préalablement par la Commission spéciale « Dispense du second vote constitutionnel » pour proposer une solution aux membres du Conseil d'État.

Au cours de l'exercice 2014-2015, le Conseil d'État a dispensé 99 projets du second vote constitutionnel.

Le Conseil d'État n'a refusé sa dispense à aucun projet de loi.

5) Relations internationales

9 et 10 octobre 2014

Réunion Benelux

Les changements et aménagements - du point de vue de l'État de droit - en matière de politique, de législation et de justice, rendus nécessaires par l'informatisation, l'automatisation et l'application des technologies d'information et de communication dans les pouvoirs publics.

(M. Gillen, M. Wivenes, M. Hauben)

7 novembre 2014

ACA Europe et la Cour Suprême Administrative de la République tchèque et Président de l'ACA-Europe

Séminaire à Brno

"Le réseau d'information de l'ACA-Europe"

(M. Hauben)

21 et 22 mai 2015

XVI^e réunion de l'Association des Sénats européens à La Haye,

Pleins feux sur le Sénat - Conceptions modernes du fonctionnement du Sénat au sein d'un système parlementaire bicaméral

(Mme Ecker, M. Besch)

6) Visites au Conseil d'État

Pour mieux faire connaître les attributions et le fonctionnement de l'Institution au grand public, le Conseil d'État a reçu pendant l'exercice 2014-2015 dix groupes de visiteurs dans ses locaux. À ces occasions, des conseillers d'État ont présenté le fonctionnement interne de l'Institution, en répondant aux questions posées.

Le Conseil d'État a reçu en visite Son Excellence Madame Atsuko Nishimura, Ambassadeur du Japon le 4 septembre 2014, Monsieur Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État le 7 octobre 2014, Son Excellence Monsieur Carlos De Lojendio, Ambassadeur d'Espagne le 17 décembre 2014, Général Romain Mancinelli, Chef d'État-Major de l'Armée le 7 janvier 2015, une délégation du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux le 3 mars 2015, Son Excellence Monsieur Salim Levent Şahinkaya, Ambassadeur de Turquie le 9 mars 2015, Son Excellence Monsieur Petr Kubernát, Ambassadeur de la République tchèque le 10 mars 2015 et les membres du conseil d'administration de la Banque Centrale du Luxembourg le 1er juin 2015.

A) DROITS ET LIBERTÉS FONDAMENTAUX

1) Égalité devant la loi

a) Accès à un marché

Avis du Conseil d'État du 9 décembre 2014 concernant le projet de loi n° 50.250 portant a) organisation du secteur des services de taxis et b) modification du Code de la consommation, *relatif aux articles 4 et 8, paragraphe 3, du projet de loi, pages 10, 18 et 19 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6588.

Avis complémentaire du Conseil d'État du 10 mars 2015 sur les amendements parlementaires au projet de loi n° 49.939 portant modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, *relatif à l'amendement 10 portant modification du nouveau point 11 (point 12 initial) du paragraphe 3 de l'article 2 de la loi précitée du 14 février 1955, pages 6 et 7 de l'avis complémentaire.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6493.

b) Fonction publique

Avis du Conseil d'État du 21 octobre 2014 concernant le projet de loi n° 50.795 portant fusion des communes d'Eschweiler et de Wiltz, *relatif à l'article 14, pages 20 et 21 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6712.

Avis du Conseil d'État du 11 novembre 2014 concernant le projet de loi n° 50.745 portant modification 1. de la loi du 16 juin 2004 portant réorganisation du Centre socio-éducatif de l'État 2. de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État 3. de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique et 4. de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire, *relatif à l'article I^{er}, point 18 et Article III, pages 20 et 21 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6593.

Avis complémentaire du Conseil d'État du 19 décembre 2014 sur les amendements parlementaires du 30 juin 2014 au projet de loi n° 49.851 portant « Réforme du statut du fonctionnaire de l'État » (...), *relatif à l'amendement parlementaire n°25 portant sur l'article 16, paragraphe 4, pages 16 et 17.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6457.

Avis du Conseil d'État du 19 décembre 2014 concernant le projet de loi n° 50.573 1) organisation du Service de Renseignement de l'État 2) modifiant - le Code d'instruction criminelle, - la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, et- la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions d'avancement des fonctionnaires de l'État, *relatif à l'article 17 du projet de loi, pages 34 et 35 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6675.

Avis du Conseil d'État du 19 décembre 2014 concernant le projet de loi n° 50.573 portant 1) organisation du Service de Renseignement de l'État 2) modifiant - le Code d'instruction criminelle, - la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, et- la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions d'avancement des fonctionnaires de l'État, *relatif à l'article 19 du projet de loi, page 37 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6675.

Avis du Conseil d'État du 13 janvier 2015 concernant le projet de loi n° 50.921 modifiant

- a) la loi modifiée du 7 août 1912 concernant la création d'une caisse de prévoyance pour les fonctionnaires et employés des communes et établissements publics et
- b) la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, *relatif à l'article IV, page 2 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6757.

Avis du Conseil d'État du 2 juin 2015 concernant le projet de loi n° 51.110 portant intégration de l'Uelzecht-Lycée dans le Lycée technique des Arts et Métiers, *relatif à l'article 4 du projet de loi, page 2 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6809.

c) Circulation et transports

Avis du Conseil d'État du 22 juin 2015 concernant le projet de loi n° 50.748 modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, *relatif à l'article 3 du projet de loi, page 11 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6715.

Avis complémentaire du Conseil d'État du 17 juillet 2015 sur les amendements parlementaires au projet de loi n° 50.250 portant a) organisation du secteur des services de taxis et b) modification du Code de la consommation, *relatif aux amendements 1 et 27 portant respectivement sur les articles 1^{er} et 25, paragraphe 1^{er}, du projet de loi, version amendée, pages 1 à 3 ainsi que 13 et 14 de l'avis complémentaire.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6588.

2) Légalité des incriminations et des peines

Avis complémentaire du Conseil d'État du 7 octobre 2014 concernant le projet de loi n° 50.248 portant création de la profession de psychothérapeute et modifiant

- 1) le Code de la sécurité sociale ;
- 2) la loi du 8 juin 1999 relative au Collège médical ;
- 3) la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est a) du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles, b) de la prestation temporaire de service, *relatif à l'amendement 11, modifiant le paragraphe 2 de l'article 7 du projet de loi, pages 3 et 4 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6578.

Avis du Conseil d'État du 21 octobre 2014 sur le projet de loi n° 50.543 portant: - transposition de la directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013; - transposition partielle de la directive 2011/89/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2011; - transposition de l'article 6, paragraphe 6 de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011; - modification de: - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier; - la loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs, *concernant l'article 53 du projet de loi, à la page 19 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6660.

Avis du Conseil d'État du 11 novembre 2014 concernant le projet de loi n° 50.279 portant modification 1. de la loi du 16 juin 2004 portant réorganisation du Centre socio-

éducatif de l'État 2. de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État 3. de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique et 4. de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire, *relatif à l'article 1^{er}, points 2 et 6, pages 7 et 8 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6593.

Avis du Conseil d'État du 11 novembre 2014 sur le projet de loi n° 50.715 modifiant - la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité - la loi modifiée du 30 mai 2005 portant 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, *concernant l'article 14 du projet de loi, à la page 9 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6709.

Avis du Conseil d'État du 11 novembre 2014 sur le projet de loi n° 50.716 modifiant la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel, *concernant l'article 5 du projet de loi, à la page 6 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6710.

Avis du Conseil d'État du 9 décembre 2014 concernant le projet de loi n° 50.250 portant a) organisation du secteur des services de taxis et b) modification du Code de la consommation, *relatif à l'article 21 du projet de loi, pages 29 à 31 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6588.

Avis du Conseil d'État du 19 décembre 2014 concernant le projet de loi n° 50.573 portant 1) organisation du Service de Renseignement de l'État 2) modifiant - le Code d'instruction criminelle, - la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, et- la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions d'avancement des fonctionnaires de l'État, *relatif à l'article 26 du projet de loi, page 40 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6675.

Avis complémentaire du Conseil d'État du 20 janvier 2015 sur les amendements parlementaires du 29 septembre 2014 à la proposition de loi n° 49.699 relative à la

publication des sondages d'opinion et portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003, *relatif à l'article 4 (3 selon le Conseil d'État), page 3 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6407.

Avis du Conseil d'État du 24 février 2014 concernant le projet de règlement grand-ducal n° 50.912 concernant le transport de personnes, l'exploitation et l'utilisation des infrastructures d'accostage sur la Moselle, *relatif à l'article 17 du projet de règlement, pages 6 et 7 de l'avis.*

Avis du Conseil d'État du 25 mars 2015 concernant le projet de loi n° 50.276 modifiant la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur, *relatif à l'article 3 du projet de loi, page 4 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6591.

Avis du Conseil d'État du 25 mars 2015 concernant le projet de loi n° 50.973 modifiant la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets, *relatif à l'article 5 du projet de loi, pages 4 et 5 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6771.

Avis complémentaire Conseil d'État du 22 juin 2015 concernant les amendements gouvernementaux au projet de loi n° 50.573 1) portant réorganisation du Service de Renseignement de l'État; 2) modifiant -la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, la loi du 31 mai 2005 relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques, le Code d'instruction criminelle, la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, *relatif à l'amendement de l'article 21 (article 22 du projet de loi amendé), page 14 de l'avis et à l'amendement de l'article 26 du projet de loi.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire 6675.

Avis du Conseil d'État du 22 juin 2015 concernant le projet de loi n° 50.748 modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, *relatif au paragraphe 10 de l'article 5 du projet de loi, page 17 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6715.

Avis complémentaire du Conseil d'État du 10 juillet 2015 sur le projet de loi n° 49.846 sur le secteur des assurances, *concernant l'amendement 163, à la page 21 de l'avis complémentaire.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6456.

Avis du Conseil d'État du 17 juillet 2015 concernant le projet de loi n° 50.728 portant modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ; de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire ; de la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement ; de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ; de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ; de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ; de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux ; de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ; de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques ; de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ; de l'arrêté royal grand-ducal modifié du 22 octobre 1842, n° 1943c/1297, réglant le mode de publication des lois et abrogation de : l'arrêté grand-ducal du 13 août 1915 portant règlement du service des femmes dans les hôtels et cabarets ; l'arrêté grand-ducal du 15 septembre 1939 concernant l'usage des appareils radiophoniques, des gramophones et des haut-parleurs, *relatif à l'article 45, page 36.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6704.

Avis complémentaire du Conseil d'État du 17 juillet 2015 sur les amendements parlementaires concernant le projet de loi n° 50.973 modifiant la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets, *relatif à l'amendement 2 portant sur l'article 6 du projet de loi, version amendée, page 2 de l'avis complémentaire.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6771.

Avis du Conseil d'État du 17 juillet 2015 concernant le projet de loi n° 51.150 portant modification 1) de la loi du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier et aux échanges d'informations extraites du casier judiciaire entre les États membres de l'Union européenne, 2) du Code d'instruction criminelle, 3) du Code pénal, *relatif à l'article 1^{er}, point 10), page 8 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6820.

3) Inviolabilité du domicile (article 15 de la Constitution et 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales)

Avis du Conseil d'État du 11 novembre 2014 concernant le projet de loi n° 50.511 modifiant les attributions du Contrôle médical de la sécurité sociale et modifiant:

1. le Code de la sécurité sociale;
2. le Code du travail;
3. la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale, *relatif à l'article 1^{er} tendant à modifier e.a. l'article 419, alinéa 3 du Code de la sécurité sociale, page 6 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6656.

Avis du Conseil d'État du 11 novembre 2014 concernant le projet de loi n° 50.511 modifiant les attributions du Contrôle médical de la sécurité sociale et modifiant:

1. le Code de la sécurité sociale;
2. le Code du travail;
3. la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale, *relatif à l'article 1^{er} tendant à modifier e.a. l'article 421, alinéa 2 du Code de la sécurité sociale, pages 7 et 8 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6656.

Avis du Conseil d'État du 25 mars 2015 concernant le projet de loi n° 50.973 modifiant la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets, *relatif à l'article 4 du projet de loi, pages 2 à 4 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6771.

4) Droit de propriété (article 16 de la Constitution)

Avis complémentaire du Conseil d'État du 7 octobre 2014 sur les amendements gouvernementaux au projet de loi n° 50.278 relatif au réseau cyclable national et aux liaisons et raccordements vers le réseau communal, *relatif à l'article 1^{er} de la version du projet de loi résultant des amendements gouvernementaux et à l'article 3 du projet de loi, version amendée, page 5 de l'avis complémentaire.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6600.

5) Voies de recours

a) Protection des droits de la défense

Avis du Conseil d'État du 19 décembre 2014 concernant le projet de loi n° 50.573 portant 1) organisation du Service de Renseignement de l'État 2) modifiant - le Code d'instruction criminelle, - la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, et- la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions d'avancement des fonctionnaires de l'État, *relatif à l'article 7, paragraphes 1^{er} et 2 et à l'article 9, paragraphes 1^{er}, et 2, du projet de loi, pages 23 et 24 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6675.

Avis du Conseil d'État du 22 juin 2015 concernant le projet de loi n° 50.748 modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, *relatif au paragraphe 8 de l'article 5 du projet de loi, page 16 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6715.

b) Recours en pleine juridiction

Avis du Conseil d'État du 25 mars 2015 sur le projet de loi n° 50.311 relatif au classement des établissements d'hébergement touristique, *concernant l'article 1^{er}, aux pages 1 à 4 de l'avis (considérations générales) et l'article 12 du projet de loi, à la page 10 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6604.

Avis complémentaire du Conseil d'État du 17 juillet 2015 sur les amendements parlementaires au projet de loi n° 50.250 portant a) organisation du secteur des services de taxis et b) modification du Code de la consommation, *relatif à l'amendement 22 portant sur l'intitulé du chapitre X et sur l'article 20 du projet de loi, version amendée, pages 11 et 12 de l'avis complémentaire.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6588.

Avis complémentaire du Conseil d'État du 19 décembre 2014 sur les amendements parlementaires du 30 juin 2014 au projet de loi n° 49.851 portant « Réforme du statut du fonctionnaire de l'État » (...), *relatif à l'amendement parlementaire n°44 portant sur l'article 39 (article 48 d projet de loi initial), paragraphe 6, page 23.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6457.

c) Procédure administrative non contentieuse

Avis du Conseil d'État du 9 décembre 2014 concernant le projet de loi n° 50.250 portant a) organisation du secteur des services de taxis et b) modification du Code de la consommation, *relatif à l'article 8, paragraphe 3, du projet de loi, page 21 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6588.

6) Protection des données

Avis du Conseil d'État du 21 octobre 2014 sur le projet de loi n° 50.543 portant: - transposition de la directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013; - transposition partielle de la directive 2011/89/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2011; - transposition de l'article 6, paragraphe 6 de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011; - modification de: - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier; - la loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs, *concernant l'article 53 du projet de loi, à la page 19 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6660.

Avis du Conseil d'État du 11 novembre 2014 concernant le projet de loi n° 50.279 portant modification 1. de la loi du 16 juin 2004 portant réorganisation du Centre socio-éducatif de l'État 2. de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État 3. de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique et 4. de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire, *relatif à l'article 1^{er}, point 10, page 8 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6593.

Avis du Conseil d'État du 18 novembre 2014 concernant le projet de loi n° 50.209 portant sur l'enseignement secondaire et modifiant plusieurs autres lois, *relatif à l'article 30 du projet de loi, page 28 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6573.

Avis du Conseil d'État du 9 décembre 2014 concernant le projet de loi n° 50.250 portant a) organisation du secteur des services de taxis et b) modification du Code de la consommation, *relatif à l'article 20 du projet de loi, pages 26 à 29 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6588.

Avis du Conseil d'État du 16 juin 2015 concernant le projet de règlement grand-ducal n° 50.749 autorisant la création d'un fichier et le traitement de données à caractère personnel dans le cadre du système de contrôle et de sanction automatisé, *relatif à l'article 3 du projet de règlement, page 2 de l'avis.*

7) Droit à la vie privée (article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales)

Avis du Conseil d'État du 17 juillet 2015 concernant le projet de loi n° 50.728 portant modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ; de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire ; de la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement ; de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ; de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ; de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ; de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux ; de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ; de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques ; de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ; de l'arrêté royal grand-ducal modifié du 22 octobre 1842, n° 1943c/1297, réglant le mode de publication des lois et abrogation de : l'arrêté grand-ducal du 13 août 1915 portant règlement du service des femmes dans les hôtels et cabarets ; l'arrêté grand-ducal du 15 septembre 1939 concernant l'usage des appareils radiophoniques, des gramophones et des haut-parleurs, *relatif à l'article 44, pages 33 et 34 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6704.

8) Liberté d'expression (article 10 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales)

Avis du Conseil d'État du 17 juillet 2015 concernant le projet de loi n° 50.728 portant modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ; de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire ; de la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement ; de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ; de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ; de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ; de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux ; de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ; de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques ; de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ; de l'arrêté royal grand-ducal modifié du 22 octobre 1842, n° 1943c/1297, réglant le mode de publication des lois et abrogation de : l'arrêté grand-ducal du 13 août 1915 portant règlement du service des femmes dans les hôtels et cabarets ; l'arrêté grand-ducal du 15 septembre 1939 concernant l'usage des appareils radiophoniques, des gramophones et des haut-parleurs, *relatif à l'article 49, pages 40 et 41 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6704.

B) MATIÈRE(S) RÉSERVÉE(S) À LA LOI FORMELLE

1) Enseignement

Avis du Conseil d'État du 18 novembre 2014 concernant le projet de loi n° 50.209 portant sur l'enseignement secondaire et modifiant plusieurs autres lois, *relatif aux articles 15 du projet de loi, page 18, 20 du projet de loi, page 20, et 50 du projet de loi à quatre reprises, pages 37 et 39 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6573.

Avis du Conseil d'État du 22 juin 2015 concernant le projet de loi n° 50.938 portant création d'un Institut de formation de l'Éducation nationale et modifiant plusieurs autres lois, *relatif à l'article 5 du projet de loi, page 7 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6773.

2) Référendum / consultation populaire (article 51 de la Constitution)

Avis du Conseil d'État du 10 mars 2015 concernant la proposition de loi n° 50.714 relative à l'organisation d'un référendum national sur l'ouverture du mariage et de l'adoption aux couples de même sexe, *relatif à l'article unique, page 3 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6699.

C) LE POUVOIR RÉGLEMENTAIRE

1) Le parallélisme des formes

Avis du Conseil d'État du 9 décembre 2014 concernant le projet de loi n° 50.250 portant a) organisation du secteur des services de taxis et b) modification du Code de la consommation, *relatif à l'article 15 du projet de loi, page 24 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6588.

Avis du Conseil d'État du 19 décembre 2014 concernant le projet de loi n° 50.573 portant 1) organisation du Service de Renseignement de l'État 2) modifiant - le Code d'instruction criminelle, - la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, et- la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions d'avancement des fonctionnaires de l'État, *relatif à l'article 16, paragraphe 2, alinéa 1^{er} et à l'article 18, paragraphes 1^{er} et 2 du projet de loi, page 34 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6675.

Avis complémentaire du Conseil d'État du 19 décembre 2014 concernant le projet de loi n° 49.859 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État, *relatif à l'amendement parlementaire n°16 portant sur l'article 29 nouveau, et amendement parlementaire 53, portant sur l'annexe – nouveau point III « Tableau transitoire des carrières », page15.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6465.

Avis du Conseil d'État du 22 juin 2015 concernant le projet de loi n° 50.748 modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, *dans les considérations générales à la page 6 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6715.

Avis du Conseil d'État du 2 juin 2015 sur le projet de loi n° 50.917 concernant la mise à disposition sur le marché des équipements sous pression, *concernant l'article 1^{er} du projet de loi, à la page 2 de l'avis, et l'article 38, à la page 10 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6755.

Avis du Conseil d'État du 22 juin 2015 concernant le projet de loi n° 50.938 portant création d'un Institut de formation de l'Éducation nationale et modifiant plusieurs autres lois, *relatif à l'article 34 du projet de loi, page 18 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6773.

Avis du Conseil d'État du 10 juillet 2015 sur le projet de loi n° 51.050 concernant la compatibilité électromagnétique, *concernant l'article 2 du projet de loi, à la page 2 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6793.

Avis du Conseil d'État du 17 juillet 2015 sur le projet de loi n° 51.146 concernant les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles, *concernant les articles 1^{er} et 33 du projet de loi, aux pages 2 et 7 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6823.

Avis du Conseil d'État du 17 juillet 2015 sur le projet de loi n° 51.108 concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques, *concernant l'article 2 du projet de loi, à la page 2 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6806.

Avis du Conseil d'État du 17 juillet 2015 sur le projet de loi n° 51.079 concernant les ascenseurs et les composants de sécurité pour ascenseurs et modifiant la loi modifiée du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets, *concernant l'article 37 du projet de loi, à la page 6 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6800.

2) Non-conformité d'une norme réglementaire avec la loi

Avis du Conseil d'État du 25 novembre 2014 concernant le projet de règlement grand-ducal n° 50.853 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 4 avril 1964 portant assimilation des traitements des fonctionnaires des communes, syndicats de communes et établissements publics placés sous la surveillance des communes, à ceux des fonctionnaires de l'État, *relatif au préambule, page 2 de l'avis.*

Avis du Conseil d'État du 6 février 2015 concernant le projet de règlement grand-ducal n° 50.927 définissant les conditions de police sanitaire régissant les échanges et les importations dans la Communauté d'animaux, de spermes, d'ovules et d'embryons non soumis, en ce qui concerne les conditions de police sanitaire, à des réglementations spécifiques, *relatif à l'article 13 du projet de règlement grand-ducal, page 7 de l'avis.*

Avis du Conseil d'État du 10 mars 2015 concernant le projet de règlement grand-ducal n° 50.740 portant organisation d'une formation professionnelle spéciale en matière de lutte contre la toxicomanie, *relatif à l'article 3 du projet de règlement grand-ducal, pages 2 et 3 de l'avis.*

3) L'exécution des lois et des règlements grand-ducaux

Avis du Conseil d'État du 9 décembre 2014 concernant le projet de loi n° 50.250 portant a) organisation du secteur des services de taxis et b) modification du Code de la consommation, *relatif à l'article 7, paragraphe 6, du projet de loi, pages 16 et 17 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6588.

Avis du Conseil d'État du 9 décembre 2014 sur le projet de loi n° 50.833 relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015) 1) portant approbation de certaines transactions immobilières 2) portant introduction de différentes taxes administratives 3) portant création du Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg 4) modifiant - le Code de la sécurité sociale, - le Code du travail, - la loi

générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung »), - la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État, - la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un Fonds national de solidarité, - la loi modifiée du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres d'enseignement supérieur, - la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, - la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; - la loi du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI: De l'enseignement secondaire), - la loi modifiée du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades étrangers d'enseignement supérieur, - la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie, - la loi du 4 juillet 1973 concernant le régime de la pharmacie, - la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet, - la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, - la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, - la loi modifiée du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité, - la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des spécialités pharmaceutiques et des médicaments préfabriqués, - la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire, - la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales, - la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue, - la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien, - la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé, - la loi modifiée du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros de médicaments, - la loi modifiée du 11 juillet 1996 portant organisation d'une formation menant au brevet de maîtrise et fixation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise, - la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois, - la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers, - la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti, - la loi du 14 mai 2002 portant reconnaissance d'équivalence du baccalauréat international avec le diplôme de fin d'études secondaires luxembourgeois, - la loi électorale modifiée du 18 février 2003, - la loi du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit, - la loi modifiée du 28 mai 2004 portant création d'une Administration de la gestion de l'eau, - la loi du 10 août 2005 portant création d'un Lycée technique pour professions éducatives et sociales, - la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, - la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, - la loi du 17 février 2009 portant 1. introduction d'un congé linguistique; 2. modification du Code du travail; 3. modification de la loi du 19 août 2008 relative aux aides à la formation-recherche, - la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur, * fixant les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur; * modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990

portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue; * fixant les modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur ou de création de filiales ou d'établissements privés ou publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg; * abrogeant la loi du 14 août 1976 déterminant les conditions de création d'établissements privés d'enseignement supérieur, - la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles b. de la prestation temporaire de service, - la loi du 26 juillet 2010 portant transposition de la directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE) en droit national, 5) abrogeant - la loi du 12 juillet 1994 portant institution d'un congé culturel, *concernant l'article 5, paragraphe 4, alinéa 5, et le paragraphe 5, alinéa 4 du projet de loi, à la page 18 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6722.

Avis du Conseil d'État du 10 mars 2015 concernant le projet de loi n° 50.941 portant modification de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice *relatif à l'article 1^{er}, point 8) du projet de loi, pages 4 et 5 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6760.

Deuxième avis complémentaire du Conseil d'État du 17 juillet 2015 concernant le projet de loi n° 49.680 portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse, *relatif à l'article 31, alinéa 2 du projet de loi, page 13 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6410.

4) Le pouvoir réglementaire dans les matières réservées par la Constitution à la loi

a) Protection de la vie privée (article 11, paragraphe 3 de la Constitution)

Avis du Conseil d'État du 9 décembre 2014 concernant le projet de loi n° 50.250 portant a) organisation du secteur des services de taxis et b) modification du Code de la consommation, *relatif à l'article 20 du projet de loi, pages 28 et 29 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6588.

Avis complémentaire du Conseil d'État du 17 juillet 2015 sur les amendements parlementaires au projet de loi n° 50.250 portant a) organisation du secteur des services de taxis et b) modification du Code de la consommation, *relatif à l'amendement 20 portant sur l'article 19, paragraphe 5, du projet de loi, version amendée, pages 10 et 11 de l'avis complémentaire.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6588.

b) Liberté de commerce (article 11, paragraphe 6 de la Constitution)

Avis complémentaire du Conseil d'État du 7 octobre 2014 concernant le projet de loi n° 50.248 portant création de la profession de psychothérapeute et modifiant

- 1) le Code de la sécurité sociale ;
- 2) la loi du 8 juin 1999 relative au Collège médical ;
- 3) la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est a) du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles, b) de la prestation temporaire de service, *relatif à l'amendement 2, modifiant le point e) de l'article 2 du projet de loi, pages 1 et 2 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6578.

Avis du Conseil d'État du 21 octobre 2014 sur le projet de loi n° 50.543 portant: - transposition de la directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013; - transposition partielle de la directive 2011/89/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2011; - transposition de l'article 6, paragraphe 6 de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011; - modification de: - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier; - la loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs, *concernant le point 3° de l'article 19 du projet de loi, à la page 8 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6660.

Avis du Conseil d'État du 11 novembre 2014 concernant le projet de règlement grand-ducal n° 50.684 ayant pour objet 1. l'exploitation et la supervision continue des hélistations 2. la publication de l'Annexe 14, Volume II, à la Convention relative à l'Aviation Civile internationale, *relatif aux articles 1^{er} à 17 du projet de règlement, pages 1 et 2 de l'avis.*

Avis du Conseil d'État du 11 novembre 2014 sur le projet de loi n° 50.715 modifiant - la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité - la loi modifiée du 30 mai 2005 portant 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des

traitements des fonctionnaires de l'État, *concernant l'article 5 du projet de loi, à la page 3 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6709.

Avis du Conseil d'État du 11 novembre 2014 sur le projet de loi n° 50.716 modifiant la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel, *concernant l'article 3 du projet de loi, à la page 4 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6710.

Avis du Conseil d'État du 9 décembre 2014 concernant le projet de loi n° 50.250 portant a) organisation du secteur des services de taxis et b) modification du Code de la consommation, *relatif aux articles 5 et 8, paragraphes 1^{er}, 2 et 3, ainsi qu'aux articles 15 et 17 du projet de loi, pages 11, 17 à 19, 24 et 25 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6588.

Deuxième avis complémentaire du Conseil d'État du 20 janvier 2015 concernant le projet de loi n° 50.248 portant création de la profession de psychologue et modifiant

- 1) le Code de la sécurité sociale ;
- 2) la loi du 8 juin 1999 relative au Collège médical ;
- 3) la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est a) du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles, b) de la prestation temporaire de service, *relatif à l'amendement 6, modifiant l'article 7, paragraphe 2 du projet de loi, page 3 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n°6578.

Avis du Conseil d'État du 24 février 2015 concernant le projet de règlement grand-ducal n° 50.912 concernant le transport de personnes, l'exploitation et l'utilisation des infrastructures d'accostage sur la Moselle, *relatif à l'article 3 du projet de règlement, page 4 de l'avis.*

Avis complémentaire du Conseil d'État du 10 mars 2015 sur le projet de loi n° 50.093 relatif à l'archivage électronique et portant modification : 1. de l'article 1334 du Code civil ; 2. de l'article 16 du Code de commerce ; 3. de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, *concernant l'article 6 du projet de loi, à la page 4 de l'avis complémentaire.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6543.

Avis du Conseil d'État du 2 juin 2015 sur le projet de loi n° 50.917 concernant la mise à disposition sur le marché des équipements sous pression, *concernant l'article 3 du projet de loi, à la page 4 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6755.

Avis complémentaire du Conseil d'État du 10 juillet 2015 sur le projet de loi n° 49.846 sur le secteur des assurances, *concernant l'amendement 58, à la page 8 de l'avis, l'amendement 61, à la page 9 de l'avis, l'amendement 138, à la page 18 de l'avis complémentaire.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6456.

Avis du Conseil d'État du 17 juillet 2015 concernant le projet de loi n° 50.728 portant modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ; de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire ; de la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement ; de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ; de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ; de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ; de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux ; de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ; de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques ; de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ; de l'arrêté royal grand-ducal modifié du 22 octobre 1842, n° 1943c/1297, réglant le mode de publication des lois et abrogation de : l'arrêté grand-ducal du 13 août 1915 portant règlement du service des femmes dans les hôtels et cabarets ; l'arrêté grand-ducal du 15 septembre 1939 concernant l'usage des appareils radiophoniques, des gramophones et des haut-parleurs, *relatif aux articles 49 et 50, pages 49 et 41 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6704.

Avis complémentaire du Conseil d'État du 17 juillet 2015 sur les amendements parlementaires concernant le projet de loi n° 50.973 modifiant la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets, *relatif à l'amendement 1 portant introduction d'un nouvel article 2 au projet de loi, pages 1 et 2 de l'avis complémentaire.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6771.

c) Finances publiques (articles 99 à 104 de la Constitution)

Avis du Conseil d'État du 9 décembre 2014 concernant le projet de règlement grand-ducal n° 50.844 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 12 novembre 1981 ayant pour objet la fixation et la perception des taxes sur les demandes en obtention des documents prescrits pour la mise en circulation et la conduite de véhicules, *dans les considérations générales aux pages 1 et 2 de l'avis.*

Avis du Conseil d'État du 9 décembre 2014 sur le projet de loi n° 50.833 relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015) 1) portant approbation de certaines transactions immobilières 2) portant introduction de différentes taxes administratives 3) portant création du Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg 4) modifiant - le Code de la sécurité sociale, - le Code du travail, - la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»), - la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État, - la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un Fonds national de solidarité, - la loi modifiée du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres d'enseignement supérieur, - la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, - la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; - la loi du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI: De l'enseignement secondaire), - la loi modifiée du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades étrangers d'enseignement supérieur, - la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie, - la loi du 4 juillet 1973 concernant le régime de la pharmacie, - la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet, - la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, - la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, - la loi modifiée du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité, - la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des spécialités pharmaceutiques et des médicaments préfabriqués, - la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire, - la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales, - la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue, - la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien, - la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé, - la loi modifiée du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros de médicaments, - la loi modifiée du 11 juillet 1996 portant organisation d'une formation menant au brevet de maîtrise et fixation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise, - la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois, - la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers, - la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti, - la loi du 14 mai 2002 portant reconnaissance d'équivalence du baccalauréat international avec le diplôme de fin d'études secondaires luxembourgeois, - la loi électorale modifiée du 18 février 2003, -

la loi du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit, - la loi modifiée du 28 mai 2004 portant création d'une Administration de la gestion de l'eau, - la loi du 10 août 2005 portant création d'un Lycée technique pour professions éducatives et sociales, - la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, - la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, - la loi du 17 février 2009 portant 1. introduction d'un congé linguistique; 2. modification du Code du travail; 3. modification de la loi du 19 août 2008 relative aux aides à la formation-recherche, - la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur, * fixant les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur; * modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue; * fixant les modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur ou de création de filiales ou d'établissements privés ou publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg; * abrogeant la loi du 14 août 1976 déterminant les conditions de création d'établissements privés d'enseignement supérieur, - la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles b. de la prestation temporaire de service, - la loi du 26 juillet 2010 portant transposition de la directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE) en droit national, 5) abrogeant - la loi du 12 juillet 1994 portant institution d'un congé culturel, *concernant les articles 1^{er} à 4, 11, 14 à 17, 22 à 29, 31, 33, 37, 39, 41, 42 et 44 du projet de loi, aux pages 4 à 11 (considérations générales) et 16 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6722.

Avis complémentaire du Conseil d'État du 6 février 2015 sur les amendements parlementaires du 16 décembre 2014 au projet de loi n° 50.508 portant organisation de l'Administration des services vétérinaires, *relatif à l'article 9, page 3 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6659.

Avis complémentaire Conseil d'État du 22 juin 2015 concernant les amendements gouvernementaux projet de loi n° 50.573 1) portant réorganisation du Service de Renseignement de l'État; 2) modifiant - la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, la loi du 31 mai 2005 relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques, le Code d'instruction criminelle, la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, *relatif à l'amendement de l'article 19 du projet de loi (article 21 du projet de loi amendé), pages 13 et 14 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6675.

Avis du Conseil d'État du 17 juillet 2015 concernant le projet de règlement grand-ducal n° 51.017 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 21 juillet 1976 portant introduction d'un permis de pêche touristique pour les eaux intérieures, *dans les considérations générales à la page 1 de l'avis.*

Avis du Conseil d'État du 17 juillet 2015 concernant le projet de règlement grand-ducal n° 51.018 portant fixation du montant du droit et de la taxe piscicole dont sont grevés les permis de pêche valables pour la pêche dans les eaux intérieures, *dans les considérations générales à la page 1 de l'avis.*

Avis du Conseil d'État du 17 juillet 2015 concernant le projet de règlement grand-ducal n° 51.026 modifiant le règlement grand-ducal du 31 août 1986 portant introduction des permis de pêche dans les eaux frontalières relevant de la souveraineté commune du Grand-Duché de Luxembourg, d'une part, et des Länder de Rhénanie-Palatinat et de la Sarre de la République Fédérale d'Allemagne, d'autre part, *dans les considérations générales à la page 2 de l'avis.*

Avis du Conseil d'État du 17 juillet 2015 concernant le projet de règlement grand-ducal n° 51.027 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 14 décembre 2001 concernant l'exercice de la pêche dans les eaux frontalières relevant de la souveraineté commune du Grand-Duché de Luxembourg, d'une part, et des Länder de Rhénanie-Palatinat et de la Sarre de la République Fédérale d'Allemagne, d'autre part, *dans les considérations générales à la page 2 de l'avis.*

d) Enseignement (article 23 de la Constitution)

Avis du Conseil d'État du 18 novembre 2014 concernant le projet de loi n° 50.209 portant sur l'enseignement secondaire et modifiant plusieurs autres lois, *relatif aux articles 7 du projet de loi, page 15, 9, page 16, 12 à deux reprises, page 17, 13, page 17, 18, page 19, 20 à six reprises, pages 19 à 21, 21, page 22, 22 à huit reprises, pages 22 à 24, 28, page 27, 30 à deux reprises, pages 27 et 28, 36, page 30 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6573.

Avis du Conseil d'État du 22 juin 2015 concernant le projet de loi n° 50.938 portant création d'un Institut de formation de l'Éducation nationale et modifiant plusieurs autres lois, *relatif aux articles 7 du projet de loi à six reprises, page 8, 10 à deux reprises, pages 12 et 13, 12, page 14 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6773.

e) Les forces de l'ordre (article 97 de la Constitution)

Avis du Conseil d'État du 7 octobre 2014 sur le projet de loi n° 50.580 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale et modifiant la loi du 31 mars 2010 portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande, *concernant l'article 3 du projet de loi, à la page 5 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6680.

f) Les établissements publics (article 108bis de la Constitution)

Avis complémentaire du Conseil d'État du 10 juillet 2015 sur le projet de loi n° 49.846 sur le secteur des assurances, *concernant l'amendement 107, à la page 14 de l'avis complémentaire.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6456.

g) Légalité des incriminations et des peines (articles 12 et 14 de la Constitution)

Avis du Conseil d'État du 6 février 2015 concernant le projet de règlement grand-ducal n° 50.927 définissant les conditions de police sanitaire régissant les échanges et les importations dans la Communauté d'animaux, de spermatozoïdes, d'ovules et d'embryons non soumis, en ce qui concerne les conditions de police sanitaire, à des réglementations spécifiques, *relatif à l'articles 12 et 25 du projet de règlement, pages 6 à 8 de l'avis.*

Avis du Conseil d'État du 9 décembre 2014 concernant le projet de loi n° 50.250 portant a) organisation du secteur des services de taxis et b) modification du Code de la consommation, *relatif à l'article 23 du projet de loi, pages 32 et 33 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6588.

h) Droit de propriété (article 16 de la Constitution)

Avis du Conseil d'État du 23 septembre 2014 concernant le projet de règlement grand-ducal n° 50.365 portant création de zones de protection autour du captage d'eau

souterraine Kriepsweiren et situées sur le territoire des communes de Junglinster, Niederanven et Steinsel, *relatif à l'article 3 du projet de règlement, page 2 de l'avis.*

Avis du Conseil d'État du 18 novembre 2014 concernant le projet de loi n° 50.683 modifiant la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire, *relatif à l'article 1^{er} du projet de loi, pages 7 à 9 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6694.

D) INSTITUTIONS ET ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

1) Le Grand-Duc

a) La prérogative du Grand-Duc d'organiser son Gouvernement

Avis du Conseil d'État du 19 décembre 2014 concernant le projet de loi n° 50.573 portant 1) organisation du Service de Renseignement de l'État 2) modifiant - le Code d'instruction criminelle, - la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, et- la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions d'avancement des fonctionnaires de l'État, *relatif à l'article 2, paragraphes 1^{er} et 2 du projet de loi, pages 11 et 12 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n°6675.

Avis complémentaire du Conseil d'État du 6 février 2015 sur les amendements parlementaires du 16 décembre 2014 au projet de loi n° 50.508 portant organisation de l'Administration des services vétérinaires, *relatif à l'article 8, page 12.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6659.

Avis du Conseil d'État du 3 avril 2015 concernant le projet de loi n° 50.745 portant abolition des districts, modifiant la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ; la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ; la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes ; le Code pénal ; loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un corps de police grand-ducale et d'une inspection générale de la police ; la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil ; la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques ; la loi du 8 décembre 1981 sur les réquisitions en cas de conflit armé, de crise internationale grave ou de catastrophe ; la loi du 4 mars 1896 concernant l'expropriation par zone pour cause d'utilité publique ; la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures ; la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse ; loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ; la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs

naturels ; la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ; la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques ; la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et abrogeant la loi du 15 juillet 1969 portant réorganisation des commissariats de district ; la loi modifiée du 12 mai 1905 concernant les mesures à prendre contre l'invasion et la propagation du phylloxéra, *relatif à l'article 1^{er}, point 15, à la page 10.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6711.

Avis du Conseil d'État du 30 juin 2015 sur le projet de loi n° 51.019 relatif à certaines utilisations autorisées des œuvres orphelines et modifiant la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données, *concernant l'article 3 du projet de loi, à la page 7 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6783.

b) La prérogative du Grand-Duc d'exécuter les lois

Avis du Conseil d'État du 18 novembre 2014 concernant le projet de loi n° 50.209 portant sur l'enseignement secondaire et modifiant plusieurs autres lois, *relatif à l'article 5 du projet de loi, page 14 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6573.

Avis complémentaire du Conseil d'État du 10 juillet 2015 sur le projet de loi n° 49.846 sur le secteur des assurances, *concernant l'amendement 172, à la page 24 de l'avis complémentaire.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6456.

Avis du Conseil d'État du 18 novembre 2014 concernant le projet de loi n° 50.683 modifiant la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire, *relatif à l'article 1^{er} du projet de loi, dans les considérations générales aux pages 7 à 9 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6694.

Avis du Conseil d'État du 17 juillet 2015 sur le projet de loi n° 51.108 concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques, *concernant l'article 7 du projet de loi, à la page 3 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6806.

c) La compétence exorbitante du Grand-Duc résultant de l'article 32, paragraphe 4 de la Constitution

Avis du Conseil d'État du 17 juillet 2015 concernant le projet de loi n° 50.728 portant modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ; de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire ; de la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement ; de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ; de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ; de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ; de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux ; de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ; de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques ; de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ; de l'arrêté royal grand-ducal modifié du 22 octobre 1842, n° 1943c/1297, réglant le mode de publication des lois et abrogation de : l'arrêté grand-ducal du 13 août 1915 portant règlement du service des femmes dans les hôtels et cabarets ; l'arrêté grand-ducal du 15 septembre 1939 concernant l'usage des appareils radiophoniques, des gramophones et des haut-parleurs, *relatif à l'article 50, à la page 41 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6704.

2) Chambre des députés

La prérogative parlementaire d'arrêter le budget de l'État

Avis du Conseil d'État du 19 décembre 2014 concernant le projet de loi n° 50.573 portant 1) organisation du Service de Renseignement de l'État 2) modifiant - le Code d'instruction criminelle, - la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, et- la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions d'avancement des fonctionnaires de l'État, *relatif à l'article 12, pages 31 et 32 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6675.

3) Cours et tribunaux

a) Indépendance de la justice

Avis du Conseil d'État du 10 mars 2015 concernant la proposition de loi n° 49.816 modifiant l'article 6 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, *pages 2 et 3 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6446.

b) Nomination des juges (articles 90 et 95bis de la Constitution)

Avis complémentaire du Conseil d'État du 30 juin 2015 sur l'amendement parlementaires du 17 juin 2014 et sur l'amendement gouvernemental du 24 juin 2014 au projet de loi n° 51.070 modifiant 1) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police ; 2) la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État, *relatif à l'amendement parlementaire et à l'amendement gouvernemental Voir également à ce sujet le deuxième avis complémentaire du Conseil d'État du 10 juillet 2015, pages 3 et 4.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6799.

4) Établissements publics

a) Objet de la loi portant création d'un établissement public

Avis du Conseil d'État du 18 novembre 2014 concernant le projet de loi n° 50.209 portant sur l'enseignement secondaire et modifiant plusieurs autres lois, *relatif aux articles 14 du projet de loi, page 18 et 49, page 36 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6573.

b) Le principe de spécialité de l'objet de l'établissement public

Avis du Conseil d'État du 3 avril 2015 concernant le projet de loi n° 51.034 modifiant la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant création d'un établissement public pour la réalisation des équipements de l'État sur le site de Belval-Ouest, *relatif à l'article 1^{er}, page 3.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6782.

5) Communes

Autonomie communale

Avis du Conseil d'État du 3 avril 2015 concernant le projet de loi n° 50.728A portant modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ; de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire ; de la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement ; de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ; de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ; de la loi communale modifiée du 13 décembre

1988 ; de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux ; de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ; de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques ; de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ; de l'arrêté royal grand-ducal modifié du 22 octobre 1842, n° 1943c/1297, réglant le mode de publication des lois et abrogation de : l'arrêté grand-ducal du 13 août 1915 portant règlement du service des femmes dans les hôtels et cabarets ; l'arrêté grand-ducal du 15 septembre 1939 concernant l'usage des appareils radiophoniques, des gramophones et des haut-parleurs, *relatif à l'article 1^{er}, pages 4 et 5.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6704A.

Avis du Conseil d'État du 18 novembre 2014 concernant le projet de loi n° 50.683 modifiant la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire, *relatif à l'article 1^{er} du projet de loi, dans les considérations générales aux pages 8 et 9 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6694.

E) FINANCES PUBLIQUES

Le principe de l'universalité budgétaire

Avis du Conseil d'État du 18 novembre 2014 sur le projet de loi n° 50.581 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015, *relatif à l'article 7 du projet de loi, à la page 22 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6720.

Avis complémentaire du Conseil d'État du 6 février 2015 sur les amendements parlementaires du 16 décembre 2014 au projet de loi n° 50.508 portant organisation de l'Administration des services vétérinaires, *relatif à l'article 9, page 3.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6659.

F) DROIT INTERNATIONAL

Dévolution de compétences nationales à des institutions de droit international au sens de l'article 49bis de la Constitution

Avis du Conseil d'État du 21 octobre 2014 concernant le projet de loi n° 50.703 portant approbation de l'amendement au Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des

Nations Unies sur les changements climatiques, adopté à Doha le 8 décembre 2012, relatif à l'article unique du projet de loi, pages 3 et 4 de l'avis.

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6700.

G) DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE

1) Les libertés à la base du marché intérieur de l'Union européenne

a) La libre circulation des personnes

Avis complémentaire du Conseil d'État du 17 juillet 2015 sur les amendements parlementaires au projet de loi n° 50.250 portant a) organisation du secteur des services de taxis et b) modification du Code de la consommation, *relatif à l'amendement 9 portant sur l'article 7, paragraphe 4, du projet de loi, version amendée, page 7 de l'avis complémentaire.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6588.

b) La libre prestation des services

La directive « services »

Avis complémentaire du Conseil d'État du 10 mars 2015 sur les amendements parlementaires au projet de loi n° 49.939 portant modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, relatif à une opposition formelle du Conseil d'État formulée dans son avis du 12 mars 2013 en ce qui concerne le non-respect des exigences de la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur, *dans les considérations générales aux pages 1 à 3 de l'avis complémentaire.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6493.

c) La liberté d'établissement

Deuxième avis complémentaire du Conseil d'État du 20 janvier 2015 concernant le projet de loi n°50.248 portant création de la profession de psychothérapeute et modifiant

- 1) le Code de la sécurité sociale ;
- 2) la loi du 8 juin 1999 relative au Collège médical ;
- 3) la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est a) du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles, b) de la prestation temporaire de

service, relatif à l'amendement 8, modifiant l'article 2, alinéa 1^{er}, point 2 du projet de loi, page 4 de l'avis.

Cet avis est lié au dossier parlementaire n°6578.

2) Mise en œuvre du droit de l'Union européenne

a) Transposition non conforme d'une directive

Avis du Conseil d'État du 21 octobre 2014 sur le projet de loi n° 50.543 portant: - transposition de la directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013; - transposition partielle de la directive 2011/89/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2011; - transposition de l'article 6, paragraphe 6 de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011; - modification de: - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier; - la loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs, *concernant l'article 28 du projet de loi, à la page 11 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6660.

Avis complémentaire du Conseil d'État du 19 mai 2015 sur le projet de loi n° 50.543 portant: - transposition de la directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013; - transposition des articles 2 et 3 de la directive 2011/89/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2011; - transposition de l'article 6, paragraphe 6 de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011; - modification de: 1. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; 2. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier; 3. la loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs, *concernant l'amendement 14, à la page 3 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6660.

Avis du Conseil d'État du 2 juin 2015 sur le projet de loi n° 50.917 concernant la mise à disposition sur le marché des équipements sous pression, *concernant les articles 4 et 23 du projet de loi, aux pages 4 et 7 de l'avis, et l'article 29 du projet de loi, à la page 8 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6755.

Avis du Conseil d'État du 30 juin 2015 sur le projet de loi n° 51.019 relatif à certaines utilisations autorisées des œuvres orphelines et modifiant la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données, *concernant*

l'article 1^{er} du projet de loi, à la page 3 de l'avis, l'article 3 du projet de loi, à la page 7 de l'avis, l'article 5, à la page 11 de l'avis, l'article 8 du projet de loi, à la page 15 de l'avis.

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6783.

Avis complémentaire du Conseil d'État du 10 juillet 2015 sur le projet de loi n° 49.846 sur le secteur des assurances, *concernant l'amendement 171 (articles 314 et 312 nouveaux), aux pages 22 et 24 de l'avis complémentaire.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6456.

b) Transposition incomplète d'une directive

Avis du Conseil d'État du 10 juillet 2015 sur le projet de loi n° 51.050 concernant la compatibilité électromagnétique, *concernant l'article 26 du projet de loi, à la page 6 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6793.

Avis du Conseil d'État du 17 juillet 2015 sur le projet de loi n° 51.146 concernant les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles, *concernant l'article 23 du projet de loi, à la page 5 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6823.

Avis du Conseil d'État du 17 juillet 2015 sur le projet de loi n° 51.108 concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques, *concernant l'article 27 du projet de loi, à la page 6 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6806.

Avis du Conseil d'État du 17 juillet 2015 sur le projet de loi n° 51.079 concernant les ascenseurs et les composants de sécurité pour ascenseurs et modifiant la loi modifiée du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets, *concernant l'article 26 du projet de loi, à la page 5 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6800.

Avis du Conseil d'État du 17 juillet 2015 sur le projet de loi n° 50.801 concernant le rapport sur les paiements effectués au profit de gouvernements et portant modification de diverses dispositions relatives à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises ainsi qu'aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés et - portant transposition de la directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26

juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les directives 77/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil ; - portant modification : - du titre II de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ; - de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ; - du titre II du livre Ier du Code commerce, *concernant l'article 1er (points 10, 17, 18) du projet de loi et concernant le nouvel article 38 de la loi précitée du 19 décembre 2002, le nouvel article 47, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er} de cette loi, le nouvel article 62 de cette loi, le nouvel article 65, paragraphe 1^{er}, point 5^o de cette loi, le nouvel article 330, paragraphe 3 de la loi précitée du 10 août 1915, le nouvel article 332, paragraphes 3 et 5, de cette loi, le nouvel article 337 de cette loi, aux pages 4, 5, 7, 11, 12, 13, 15, 16, 17 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6718.

c) Les règlements de l'Union européenne

Le principe de l'effet direct des règlements de l'Union européenne

Avis du Conseil d'État du 11 novembre 2014 sur le projet de loi n° 50.715 modifiant - la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité - la loi modifiée du 30 mai 2005 portant 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, *concernant l'article 17 du projet de loi, à la page 10 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6709.

Avis du Conseil d'État du 11 novembre 2014 sur le projet de loi n° 50.716 modifiant la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel, *concernant l'article 14 du projet de loi, à la page 8 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6710.

Avis du Conseil d'État du 20 janvier 2015 concernant le projet de loi n° 50.924 relatif à la mise en application du Règlement (UE) N° 1215/2012 du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte) et modifiant le Nouveau Code de procédure civile, *relatif à l'article unique, paragraphe 1^{er} du projet de loi, à la page 2 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6751.

Avis complémentaire du Conseil d'État du 25 février 2015 sur les amendements parlementaires au projet de loi n° 50.547 déterminant le régime des sanctions

applicables en cas de violation des dispositions du règlement (UE) n°181/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 concernant les droits des passagers dans le transport par autobus et autocar et modifiant le règlement (CE) n° 2006/2004, et modifiant 1) les articles L. 311-5 et L. 311-6 du Code de la consommation, 2) l'article 7bis de la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics, *relatif à l'amendement 2 portant sur l'article 1^{er} du projet de loi, pages 2 à 4 de l'avis complémentaire.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6695.

Avis du Conseil d'État du 10 mars 2015 concernant le projet de loi n° 50.617 a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n° 528/2012 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides, b) abrogeant la loi modifiée du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides, *relatif à l'article 3, paragraphes 1^{er} à 6 du projet de loi, pages 2 et 3 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6689.

Avis complémentaire du Conseil d'État du 10 mars 2015 sur le projet de loi n° 50.715 modifiant - la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité - la loi modifiée du 30 mai 2005 portant 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, *concernant l'amendement 19 du projet de loi, à la page 3 de l'avis complémentaire.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6709.

Avis complémentaire du Conseil d'État du 10 mars 2015 sur le projet de loi n° 50.716 modifiant la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel, *concernant l'amendement 18 du projet de loi, à la page 3 de l'avis complémentaire.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6710.

Avis du Conseil d'État du 16 juin 2015 concernant le projet de règlement grand-ducal n° 51.087 portant application, au Grand-Duché de Luxembourg, de règles communes relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune, *relatif aux articles 1^{er} à 4 ainsi que 20, 24 et 30 du projet de règlement, pages 3 à 6 de l'avis.*

Avis du Conseil d'État du 16 juin 2015 concernant le projet de règlement grand-ducal n° 51.088 portant application, au Grand-Duché de Luxembourg, de règles communes relatives - aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de

soutien relevant de la politique agricole commune et - au soutien au développement rural, *relatif aux articles 1^{er} et 12 du projet de règlement, pages 2 et 4 de l'avis.*

Avis complémentaire du Conseil d'État du 30 juin 2015 concernant le projet de loi n° 50.617 a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n° 528/2012 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides, b) abrogeant la loi modifiée du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides, *relatif à l'amendement 3, visant à compléter l'article 2 du projet de loi par un paragraphe 3, pages 1 et 2 de l'avis complémentaire.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6689.

Avis du Conseil d'État du 10 juillet 2015 sur le projet de loi n° 50.944 portant introduction du règlement extrajudiciaire des litiges de consommation dans le Code de la consommation et modifiant certaines dispositions du Code de la consommation, *concernant l'article 1^{er} relatif au nouvel article L. 312-1, à la page 6 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6769.

Avis du Conseil d'État du 17 juillet 2015 concernant le projet de loi n° 51.008 1. relative à la protection internationale et à la protection temporaire, 2. (...), *concernant l'article 82, point 5) du projet de loi, page 19 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6779.

H) PRINCIPES GÉNÉRAUX DU DROIT

1) Principe du non bis in idem

Avis complémentaire du Conseil d'État du 10 mars 2015 sur les amendements parlementaires au projet de loi n° 49.939 portant modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, *relatif à l'amendement 8 portant modification du point 9 du paragraphe 3 de l'article 2 de la loi précitée du 14 février 1955, pages 5 et 6 de l'avis complémentaire.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6493.

Avis du Conseil d'État du 25 mars 2015 sur le projet de loi n° 50.311 relatif au classement des établissements d'hébergement touristique, *concernant l'article 1^{er}, aux pages 1 à 4 de l'avis (considérations générales) et l'article 12 du projet de loi, à la page 9 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6604.

2) Principe de non-rétroactivité des actes administratifs

Avis du Conseil d'État du 18 novembre 2014 concernant le projet de loi n° 50.683 modifiant la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire, *relatif à l'article 4 du projet de loi, pages 11 et 12 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6694.

Avis du Conseil d'État du 17 juillet 2015 concernant le projet de règlement grand-ducal n° 51.017 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 21 juillet 1976 portant introduction d'un permis de pêche touristique pour les eaux intérieures, *relatif à l'article 2 du projet de règlement, page 2 de l'avis.*

Avis du Conseil d'État du 17 juillet 2015 concernant le projet de règlement grand-ducal n° 51.018 portant fixation du montant du droit et de la taxe piscicole dont sont grevés les permis de pêche valables pour la pêche dans les eaux intérieures, *relatif à l'article 4 du projet de règlement, page 2 de l'avis.*

3) Principe de sécurité juridique

a) Terminologie ambiguë ou incertaine

Avis complémentaire du Conseil d'État du 7 octobre 2014 sur les amendements gouvernementaux au projet de loi n° 50.278 relatif au réseau cyclable national et aux liaisons et raccordements vers le réseau communal, *relatif à l'article 2 du projet de loi, version amendée, page 4 de l'avis complémentaire.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6600.

Avis du Conseil d'État du 11 novembre 2014 sur le projet de loi n° 50.716 modifiant la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel, *concernant l'article 5 du projet de loi, à la page 6 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6710.

Avis du Conseil d'État du 11 novembre 2014 sur le projet de loi n° 50.917 modifiant - la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité - la loi modifiée du 30 mai 2005 portant 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, *concernant l'article 7 du projet de loi, à la page 6 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6709.

Avis du Conseil d'État du 18 novembre 2014 concernant le projet de loi n° 50.209 portant sur l'enseignement secondaire et modifiant plusieurs autres lois, *relatif à l'article 22 du projet de loi, page 24 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6573.

Avis du Conseil d'État du 9 décembre 2014 concernant le projet de loi n° 50.250 portant a) organisation du secteur des services de taxis et b) modification du Code de la consommation, *relatif à l'article 3, paragraphe 2, du projet de loi, page 10 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6588.

Avis du Conseil d'État du 9 décembre 2014 concernant le projet de loi n° 50.250 portant a) organisation du secteur des services de taxis et b) modification du Code de la consommation, *relatif à l'article 5 du projet de loi, page 11 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6588.

Avis complémentaire du Conseil d'État du 19 décembre 2014 sur les amendements parlementaires du 30 juin 2014 au projet de loi n° 49.851 portant « Réforme du statut du fonctionnaire de l'État » (...), *relatif à l'amendement parlementaire n°16 portant sur l'article 6, page 8 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6457.

Avis du Conseil d'État du 19 décembre 2014 concernant le projet de loi n° 50.326 portant modification de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil, *relatif à l'article 3 du projet de loi, page 6 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6610.

Avis du Conseil d'État du 6 février 2015 concernant le projet de règlement grand-ducal n° 50.927 définissant les conditions de police sanitaire régissant les échanges et les importations dans la Communauté d'animaux, de spermatozoïdes, d'ovules et d'embryons non soumis, en ce qui concerne les conditions de police sanitaire, à des réglementations spécifiques, *relatif à l'article 12 du projet de règlement, pages 6 et 7 de l'avis.*

Avis du Conseil d'État du 25 mars 2015 sur le projet de loi n° 50.311 relatif au classement des établissements d'hébergement touristique, *concernant l'article 1^{er}, aux*

pages 1 à 4 de l'avis (considérations générales) et l'article 14 du projet de loi, à la page 11 de l'avis.

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6604.

Avis du Conseil d'État du 2 juin 2015 sur le projet de loi n° 50.917 concernant la mise à disposition sur le marché des équipements sous pression, *concernant l'article 15 du projet de loi, à la page 5 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6755.

Avis du Conseil d'État du 22 juin 2015 concernant le projet de loi n° 50.748 modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, *relatif aux articles 3 et 5 du projet de loi, pages 11 à 13 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6715.

Avis du Conseil d'État du 30 juin 2015 sur le projet de loi n° 51.019 relatif à certaines utilisations autorisées des œuvres orphelines et modifiant la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données, *concernant l'article 6 du projet de loi, à la page 14 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6783.

Avis du Conseil d'État du 10 juillet 2015 sur le projet de loi n° 50.944 portant introduction du règlement extrajudiciaire des litiges de consommation dans le Code de la consommation et modifiant certaines dispositions du Code de la consommation, *concernant l'article 1^{er} relatif au nouvel article L. 312-1, à la page 5 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6769.

Avis complémentaire du Conseil d'État du 17 juillet 2015 sur les amendements parlementaires au projet de loi n° 50.250 portant a) organisation du secteur des services de taxis et b) modification du Code de la consommation, *relatif à l'amendement 9 portant sur l'article 7, paragraphe 3, du projet de loi, version amendée, pages 6 et 7 de l'avis complémentaire.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6588.

Avis du Conseil d'État du 17 juillet 2015 concernant le projet de loi n° 50.728 portant modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ; de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire ; de la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion

de l'habitat et création d'un pacte logement ; de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ; de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ; de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ; de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux ; de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ; de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques ; de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ; de l'arrêté royal grand-ducal modifié du 22 octobre 1842, n° 1943c/1297, réglant le mode de publication des lois et abrogation de : l'arrêté grand-ducal du 13 août 1915 portant règlement du service des femmes dans les hôtels et cabarets ; l'arrêté grand-ducal du 15 septembre 1939 concernant l'usage des appareils radiophoniques, des gramophones et des haut-parleurs, *relatif à l'article 61, point d*), à la page 47 de l'avis.

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6704.

b) Incohérences internes

Avis du Conseil d'État du 21 octobre 2014 sur le projet de loi n° 50.543 portant: - transposition de la directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013; - transposition partielle de la directive 2011/89/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2011; - transposition de l'article 6, paragraphe 6 de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011; - modification de: - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier; - la loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs, *concernant le point 14° de l'article 19 du projet de loi, à la page 9 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6660.

Avis du Conseil d'État du 18 novembre 2014 sur le projet de loi n° 50.831 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015, *concernant les articles 7, 28 et 47 du projet de loi, aux pages 20, 25 et 27 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6720.

Avis du Conseil d'État du 25 mars 2015 sur le projet de loi n° 50.311 relatif au classement des établissements d'hébergement touristique, *concernant l'article 1^{er}, aux pages 1 à 4 de l'avis (considérations générales) et l'article 4 du projet de loi, à la page 7 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6604.

Avis du Conseil d'État du 17 juillet 2015 concernant le projet de loi n° 50.728 portant modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement

communal et le développement urbain ; de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire ; de la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement ; de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ; de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ; de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ; de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux ; de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ; de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques ; de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ; de l'arrêté royal grand-ducal modifié du 22 octobre 1842, n° 1943c/1297, réglant le mode de publication des lois et abrogation de : l'arrêté grand-ducal du 13 août 1915 portant règlement du service des femmes dans les hôtels et cabarets ; l'arrêté grand-ducal du 15 septembre 1939 concernant l'usage des appareils radiophoniques, des gramophones et des haut-parleurs, *relatif à l'article 61, point c, page 47 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6704.

c) Incohérences par rapport à d'autres textes ou principes de droit

Avis du Conseil d'État du 21 octobre 2014 sur le projet de loi n° 50.543 portant: - transposition de la directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013; - transposition partielle de la directive 2011/89/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2011; - transposition de l'article 6, paragraphe 6 de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011; - modification de: - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier; - la loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs, *concernant le point 7° de l'article 27 du projet de loi, à la page 10 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6660.

Avis du Conseil d'État du 9 décembre 2014 sur le projet de loi n° 50.833 relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015) 1) portant approbation de certaines transactions immobilières 2) portant introduction de différentes taxes administratives 3) portant création du Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg 4) modifiant - le Code de la sécurité sociale, - le Code du travail, - la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»), - la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État, - la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un Fonds national de solidarité, - la loi modifiée du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres d'enseignement supérieur, - la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, - la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; - la loi du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI: De l'enseignement secondaire), - la loi modifiée du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et

l'homologation des titres et grades étrangers d'enseignement supérieur, - la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie, - la loi du 4 juillet 1973 concernant le régime de la pharmacie, - la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet, - la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, - la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, - la loi modifiée du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité, - la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des spécialités pharmaceutiques et des médicaments préfabriqués, - la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire, - la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales, - la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue, - la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien, - la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé, - la loi modifiée du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros de médicaments, - la loi modifiée du 11 juillet 1996 portant organisation d'une formation menant au brevet de maîtrise et fixation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise, - la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois, - la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers, - la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti, - la loi du 14 mai 2002 portant reconnaissance d'équivalence du baccalauréat international avec le diplôme de fin d'études secondaires luxembourgeois, - la loi électorale modifiée du 18 février 2003, - la loi du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit, - la loi modifiée du 28 mai 2004 portant création d'une Administration de la gestion de l'eau, - la loi du 10 août 2005 portant création d'un Lycée technique pour professions éducatives et sociales, - la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, - la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, - la loi du 17 février 2009 portant 1. introduction d'un congé linguistique; 2. modification du Code du travail; 3. modification de la loi du 19 août 2008 relative aux aides à la formation-recherche, - la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur, * fixant les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur; * modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue; * fixant les modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur ou de création de filiales ou d'établissements privés ou publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg; * abrogeant la loi du 14 août 1976 déterminant les conditions de création d'établissements privés d'enseignement supérieur, - la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles b. de la prestation temporaire de

service, - la loi du 26 juillet 2010 portant transposition de la directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE) en droit national, 5) abrogeant - la loi du 12 juillet 1994 portant institution d'un congé culturel, *concernant l'article 5, paragraphe 6, alinéa 2 du projet de loi, à la page 18 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6722.

Avis complémentaire du Conseil d'État du 19 décembre 2014 sur les amendements parlementaires du 30 juin 2014 au projet de loi n° 49.851 portant « Réforme du statut du fonctionnaire de l'État » (...), *relatif à l'amendement parlementaire n°21 portant sur l'article 12, page 11 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6457.

Avis complémentaire du Conseil d'État du 19 décembre 2014 sur les amendements parlementaires du 30 juin 2014 au projet de loi n° 49.851 portant « Réforme du statut du fonctionnaire de l'État » (...), *relatif à l'amendement parlementaire n°25 portant sur l'article 16, paragraphe 6, page 18 del'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6457.

Avis complémentaire du Conseil d'État du 20 janvier 2015 sur les amendements parlementaires du 29 septembre 2014 à la proposition de loi n° 49.699 relative à la publication des sondages d'opinion et portant modification 1. de la loi électorale modifiée du 18 février 2003, 2. de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques, *relatif à l'amendement 5 concernant l'ajout d'un nouvel article 4, page de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6407.

Avis du Conseil d'État du 10 mars 2015 concernant le projet de loi n° 50.941 portant modification de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice, *relatif à l'article 1^{er}, point 8) du projet de loi, page 4.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6760.

Avis du Conseil d'État du 3 avril 2015 concernant le projet de loi n° 51.034 modifiant la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant création d'un établissement public pour la réalisation des équipements de l'État sur le site de Belval-Ouest, *relatif à l'article 1^{er}, page 3 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6782.

Avis du Conseil d'État du 2 juin 2015 concernant le projet de loi n° 51.070 modifiant 1) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police ; 2) la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État, *relatif à l'article II, page 3 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6799.

Avis du Conseil d'État du 17 juillet 2015 concernant le projet de loi n° 50.728 portant modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ; de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire ; de la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement ; de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ; de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ; de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ; de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux ; de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ; de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques ; de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ; de l'arrêté royal grand-ducal modifié du 22 octobre 1842, n° 1943c/1297, réglant le mode de publication des lois et abrogation de : l'arrêté grand-ducal du 13 août 1915 portant règlement du service des femmes dans les hôtels et cabarets ; l'arrêté grand-ducal du 15 septembre 1939 concernant l'usage des appareils radiophoniques, des gramophones et des haut-parleurs, *relatif à l'article 17 du projet de loi, page 14 de l'avis, et de l'article 43 du projet de loi, page 32 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6704.

d) Texte lacunaire

Avis du Conseil d'État du 11 novembre 2014 sur le projet de loi n° 50.715 modifiant - la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité - la loi modifiée du 30 mai 2005 portant 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, *concernant l'article 5 du projet de loi, à la page 5 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6709.

Avis du Conseil d'État du 11 novembre 2014 sur le projet de loi n° 50.716 modifiant la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel, *concernant l'article 3 du projet de loi, à la page 4 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6710.

Avis du Conseil d'État du 9 décembre 2014 concernant le projet de loi n° 50.250 portant a) organisation du secteur des services de taxis et b) modification du Code de la consommation, *relatif à l'article 3, paragraphe 2, du projet de loi, page 10 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6588.

Avis complémentaire du Conseil d'État du 19 décembre 2014 sur les amendements parlementaires du 30 juin 2014 au projet de loi n° 49.851 portant « Réforme du statut du fonctionnaire de l'État » (...), *relatif à l'amendement parlementaire n°21 portant sur l'article 12 et à l'amendement parlementaire n°22 portant sur l'article 13, page 10 de l'avis complémentaire.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6457.

Avis complémentaire du Conseil d'État du 19 décembre 2014 concernant le projet de loi n° 49.859 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État, *relatif à l'amendement parlementaire n°21 portant sur l'article 34, et amendement parlementaire n°41 portant sur l'article 62, page 9 de l'avis complémentaire.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6465.

Avis complémentaire du Conseil d'État du 19 décembre 2014 sur les amendements parlementaires du 10 juillet 2014 au concernant le projet de loi n° 49.853 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État, *relatif à l'amendement parlementaire 63 portant sur l'article 55 (article 53 du projet de loi initial), page 9 de l'avis complémentaire.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6459

Avis complémentaire du Conseil d'État du 19 décembre 2014 sur les amendements parlementaires du 29 juillet 2014 au projet de loi n° 49.855 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois, *relatif à l'amendement parlementaire n°49, page 6 de l'avis complémentaire.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6461.

Avis complémentaire du Conseil d'État du 19 décembre 2014 sur les amendements parlementaires du 30 juin 2014 au projet de loi n° 49.859 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État, *relatif à l'amendement parlementaire n°9 portant sur l'article 20, page 12 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6465.

Avis du Conseil d'État du 2 juin 2015 concernant le projet de loi n° 50.935 renforçant les garanties procédurales en matière pénale (...) *concernant l'article 1^{er}, point 21, ayant pour objet la modification de l'article 93 du Code d'instruction criminelle, page 26 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6758.

Avis du Conseil d'État du 2 juin 2015 sur le projet de loi n° 50.917 concernant la mise à disposition sur le marché des équipements sous pression, *concernant l'article 1^{er} du projet de loi, à la page 3 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6755.

Avis du Conseil d'État du 10 juillet 2015 sur le projet de loi n° 51.050 concernant la compatibilité électromagnétique, *concernant l'article 2 du projet de loi, à la page 2 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6793.

Avis du Conseil d'État du 17 juillet 2015 concernant le projet de loi n° 50.728 portant modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ; de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire ; de la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement ; de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ; de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ; de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ; de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux ; de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ; de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques ; de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ; de l'arrêté royal grand-ducal modifié du 22 octobre 1842, n° 1943c/1297, réglant le mode de publication des lois et abrogation de : l'arrêté grand-ducal du 13 août 1915 portant règlement du service des femmes dans les hôtels et cabarets ; l'arrêté grand-ducal du 15 septembre 1939 concernant l'usage des appareils radiophoniques, des gramophones et des haut-parleurs, *relatif à l'article 61, point d), page 47 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6704.

Avis complémentaire du Conseil d'État du 17 juillet 2015 sur les amendements parlementaires au projet de loi n° 50.250 portant a) organisation du secteur des services de taxis et b) modification du Code de la consommation, *relatif à l'amendement 25 portant sur l'article 23 du projet de loi, version amendée, pages 12 et 13 de l'avis complémentaire.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6588.

Avis du Conseil d'État du 17 juillet 2015 concernant le projet de loi n° 50.728 portant modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ; de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire ; de la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement ; de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ; de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ; de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ; de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux ; de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ; de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques ; de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ; de l'arrêté royal grand-ducal modifié du 22 octobre 1842, n° 1943c/1297, réglant le mode de publication des lois et abrogation de : l'arrêté grand-ducal du 13 août 1915 portant règlement du service des femmes dans les hôtels et cabarets ; l'arrêté grand-ducal du 15 septembre 1939 concernant l'usage des appareils radiophoniques, des gramophones et des haut-parleurs, *relatif à l'article 26, page 17 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6704.

e) L'accès à la norme juridique

Avis du Conseil d'État du 24 février 2014 concernant le projet de règlement grand-ducal n° 50.912 concernant le transport de personnes, l'exploitation et l'utilisation des infrastructures d'accostage sur la Moselle, *relatif à l'article 12 du projet de règlement, page 6 de l'avis.*

4) Principe de la proportionnalité de la peine

Avis du Conseil d'État du 19 décembre 2014 concernant le projet de loi n° 50.326 portant modification de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil, *relatif à l'article 2 du projet de loi, pages 5 et 6 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6610.

5) Principe de proportionnalité – appréciation de la légitimité de l'ingérence de l'État dans les libertés publiques

a) Droit de la propriété

Avis du Conseil d'État du 17 juillet 2015 concernant le projet de loi n° 50.728 portant modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ; de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire ; de la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement ; de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ; de la loi modifiée du

19 décembre 2008 relative à l'eau ; de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ; de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux ; de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ; de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques ; de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ; de l'arrêté royal grand-ducal modifié du 22 octobre 1842, n° 1943c/1297, réglant le mode de publication des lois et abrogation de : l'arrêté grand-ducal du 13 août 1915 portant règlement du service des femmes dans les hôtels et cabarets ; l'arrêté grand-ducal du 15 septembre 1939 concernant l'usage des appareils radiophoniques, des gramophones et des haut-parleurs, *relatif à l'article 36, pages 27 et 28 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6704.

b) Droit à la vie privée, à la liberté d'expression, à la liberté des cultes

Avis du Conseil d'État du 10 juillet 2015 concernant la proposition de loi n° 50.834 pour objet d'interdire la dissimulation du visage dans l'espace public et de compléter certaines dispositions du Code pénal relatif à l'article 4 de la proposition de loi, page 10 de l'avis.

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6705.

6) Principe de la personnalité des peines

Avis du Conseil d'État du 2 juin 2015 concernant le projet de loi n° 50.747 portant création du système de contrôle et de sanction automatisé et modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, *relatif à l'article 4 du projet de loi, pages 9 et 10 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6714.

I) LÉGISTIQUE FORMELLE

1) Préambule

Règlement grand-ducal pris en exécution d'un règlement (UE)

Avis du Conseil d'État du 11 novembre 2014 concernant le projet de règlement grand-ducal n° 50.816 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 6 mai 2004 fixant les variétés de vignes et certaines pratiques culturelles et œnologiques, relatif au préambule du projet de règlement, *dans les considérations générales à la page 2 de l'avis.*

2) Dispositif

a) Subdivision du dispositif en articles comportant un contenu

Avis du Conseil d'État du 19 décembre 2014 concernant le projet de loi n° 50.573 portant 1) organisation du Service de Renseignement de l'État 2) modifiant - le Code d'instruction criminelle, - la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, et- la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions d'avancement des fonctionnaires de l'État, *relatif à l'article 25 du projet de loi, page 28 de l'avis.*

b) Numérotation des articles

Avis du Conseil d'État du 10 juillet 2015 sur le projet de loi n° 50.944 portant introduction du règlement extrajudiciaire des litiges de consommation dans le Code de la consommation et modifiant certaines dispositions du Code de la consommation, *concernant l'article 1^{er}, à la page 2 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6769.

3) Dispositions transitoires

Avis du Conseil d'État du 3 avril 2015 concernant le projet de loi n° 50.745 portant abolition des districts, modifiant la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ; la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ; la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes ; le Code pénal ; loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un corps de police grand-ducale et d'une inspection générale de la police ; la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil ; la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques ; la loi du 8 décembre 1981 sur les réquisitions en cas de conflit armé, de crise internationale grave ou de catastrophe ; la loi du 4 mars 1896 concernant l'expropriation par zone pour cause d'utilité publique ; la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures ; la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse ; loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ; la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels ; la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ; la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques ; la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et abrogeant la loi du 15 juillet 1969 portant réorganisation des commissariats de district ; la loi modifiée du 12 mai 1905 concernant les mesures à prendre contre l'invasion et la propagation du phylloxéra, *relatif à l'article XXI, page 20 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6711.

Avis du Conseil d'État du 17 juillet 2015 concernant le projet de loi n° 50.728 portant modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ; de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire ; de la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement ; de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ; de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ; de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ; de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux ; de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ; de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques ; de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ; de l'arrêté royal grand-ducal modifié du 22 octobre 1842, n° 1943c/1297, réglant le mode de publication des lois et abrogation de : l'arrêté grand-ducal du 13 août 1915 portant règlement du service des femmes dans les hôtels et cabarets ; l'arrêté grand-ducal du 15 septembre 1939 concernant l'usage des appareils radiophoniques, des gramophones et des haut-parleurs, *relatif aux articles 50 et 52, pages 40 et 41 de l'avis.*

Cet avis est lié au dossier parlementaire n° 6704.

4) Entrée en vigueur

Avis du Conseil d'État du 19 décembre 2014 concernant le projet de règlement grand-ducal n° 50.813 portant modification du règlement grand-ducal modifié du 18 septembre 1995, *concernant l'assistance judiciaire relatif à l'article 3 du projet de règlement grand-ducal, page 2 de l'avis.*